

SECRETARIAT GENERAL

AU-DELÀ DE LA CROISSANCE : VERS UNE NOUVELLE APPROCHE ÉCONOMIQUE**Rapport du Groupe consultatif du Secrétaire Général travaillant à l'élaboration d'un nouveau discours sur la croissance**

17-18 septembre 2019, OCDE Centre des Conférences

Ce rapport provisoire du groupe consultatif du Secrétaire Général : Au-delà de la croissance : vers une nouvelle approche économique, conçoit un ensemble d'objectifs et de mesures du progrès économique et social ; un nouveau cadre d'analyse économique et une nouvelle forme de politiques publiques. Ce rapport examine la nature des enjeux profonds auxquels font désormais face les décideurs politiques, et si le progrès des analyses et des conseils stratégiques amorcés depuis la crise financière globale est allé assez loin ou s'il est encore trop ancré dans les axiomes historiques élémentaires de la théorie économique.

Les commentaires et les suggestions des Comités et des Membres sur ce rapport provisoire sont les bienvenus, et le rapport du groupe consultatif sera mis à jour en conséquence.

Gabriela Ramos - gabriela.ramos@oecd.org

William Hynes – william.hynes@oecd.org

JT03450977

AU-DELÀ DE LA CROISSANCE : VERS UNE NOUVELLE APPROCHE ÉCONOMIQUE

Préface

Initié en mai 2015, à l'occasion du renouvellement de son mandat, l'« Agenda 21 pour 21 » du Secrétaire général de l'OCDE, M. Angel Gurría, appelait à consolider et poursuivre la transformation de l'OCDE notamment en « repensant la logique de croissance pour mettre le bien-être de tous au cœur de notre action ».

Pour contribuer à ce débat, en 2018, le Secrétaire général a mandaté un Groupe consultatif travaillant à l'élaboration d'un nouveau discours sur la croissance afin qu'il examine comment intégrer dans une approche cohérente des considérations d'ordre économique, social et environnemental s'appuyant sur le travail de l'initiative Nouvelles Approches faces aux Défis Économiques (NAEC) de l'OCDE. L'initiative NAEC, entreprise en 2012, se donne pour but d'améliorer le cadre analytique de l'OCDE et de prévoir un agenda pour un développement durable et inclusif. Agissant en leur nom personnel, les membres de ce Groupe consultatif sont les suivants : Andy Haldane, Michael Jacobs, Alan Kirman, Nora Lustig, Mariana Mazzucato, Robert Skidelsky, Dennis Snower et Roberto Unger¹. Le Groupe s'est employé à réunir en un unique document, succinct et de lecture facile, les différentes expressions de cette nouvelle pensée économique qui ont émergé de leurs propres analyses et des leçons tirées de l'initiative des Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC). Leur projet de rapport s'intitule : *Au-delà de la croissance : vers une nouvelle approche économique*.

Ce rapport a été rédigé et coordonné par Michael Jacobs, avec l'assistance en recherche de Merve Sancak au Sheffield Political Economy Research Institute. Il fut supervisé par la Directrice de Cabinet de l'OCDE et Sherpa, Mme Gabriela Ramos, responsable de l'initiative NAEC au sein de l'OCDE, avec le soutien de William Hynes. Il passe en revue un nouvel ensemble d'objectifs et de mesures du progrès économique, de nouveaux cadre d'analyse économique et de nouvelles approches de l'action publique.

Tandis que les commentaires de tout l'OCDE sont dument appréciés, il ne s'agit pas d'un rapport nécessitant d'être approuvé. Ce rapport ne prétend pas non plus de traiter de manière exhaustive les sujets abordés. Axé sur les défis auxquels sont confrontés les pays de l'OCDE, il s'appuie sur le rapport *New Approaches to Economic Challenges: Towards a New Narrative* présenté lors de la Semaine de l'OCDE en 2017 et sur le document *Éléments d'un nouveau discours autour de la croissance* (SG/NAEC(2018)1)

¹ Andy Haldane est le Chef économiste de la Banque d'Angleterre (Bank of England).

Michael Jacobs est professeur chargé de recherche au Sheffield Political Economy Research Institute à l'Université de Sheffield.

Nora Lustig est Professeur d'économie latino-américaine (Chaire Samuel Z. Stone) au Département d'économie de l'Université de Tulane.

Mariana Mazzucato est professeur à la University College London (UCL) (Economics of Innovation and Public Value) et Directrice fondatrice de l'Institute for Innovation and Public Purpose de UCL.

Robert Skidelsky est professeur émérite d'économie politique à l'Université de Warwick.

Dennis Snower est le fondateur et le président de la Global Solutions Initiative et du Global Economic Symposium, et a été président de l'Institut d'économie mondiale de l'Université de Kiel (Institut für Weltwirtschaft an der Universität Kiel - IfW) et professeur d'économie à l'Université de Kiel (Christian-Albrechts-Universität zu Kiel) jusqu'en février 2019. Il est directeur de recherche à la Blavatnik School of Government, Université d'Oxford

Roberto Unger est professeur de droit (Chaire Roscoe Pound) à l'Université Harvard.

Les membres du Groupe consultatif interviennent à titre personnel. Ils sont globalement d'accord avec les arguments présentés dans ce rapport, mais ne doivent pas nécessairement être considérés comme en approuvant chaque terme.

examiné à la réunion du Groupe NAEC qui s'est tenue en septembre 2018, marquant les dix ans de la chute de Lehman Brothers.

Ce projet de document a pour objet de susciter des réactions et commentaires de la part des différents Membres et comités spécialisés de l'OCDE qui participeront à la réunion du Groupe NAEC les 17 et 18 novembre, et de poursuivre le dialogue avec les partenaires de l'initiative NAEC et des spécialistes extérieurs à l'OCDE.

Les opinions exprimées dans ce document et les arguments qui y sont employés ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE, ni d'aucune institution à laquelle les auteurs pourraient être affiliés.

1. Introduction : pourquoi une nouvelle approche de l'économie est nécessaire

Le monde est aujourd'hui confronté à de graves défis économiques.

De tous, l'accélération de la crise environnementale est indubitablement le plus urgent. Selon le rapport 2018 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), il est nécessaire, pour atteindre l'objectif international consistant à maintenir la hausse moyenne des températures en surface à 1,5°C, de diminuer de moitié d'ici 2030 les émissions mondiales de gaz à effet de serre et de réduire les émissions nettes à zéro en milieu de siècle¹. La mutation qui s'impose représente une tâche sans équivalent. Tâche d'autant plus immense qu'il faut simultanément s'attaquer à d'autres problèmes environnementaux mondiaux de plus en plus urgents, et interconnectés, tels que l'appauvrissement de la biodiversité, la dégradation des sols, ou encore la pollution atmosphérique et marine, comme il ressort des rapports 2019 du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques² débattue lors du G7 à Biarritz en 2019.

Parallèlement, les évolutions technologiques rapides transforment de multiples aspects de nos économies. À bien des égards, il y a de quoi saluer les nouveaux processus d'innovation, qu'ils permettent la création de nouveaux biens de consommation ou qu'ils offrent de nouveaux moyens d'exercer son activité. Mais les défis dont ils sont assortis sont également de taille. Le développement des technologies d'automatisation, notamment l'intelligence artificielle, influe à la fois sur le nombre et sur la nature des emplois créés dans l'économie ainsi que sur la façon dont ils sont organisés, ce qui donne lieu à beaucoup d'interrogations quant à « l'avenir du travail »³. Dans plusieurs secteurs, de grandes entreprises multinationales, y compris des plateformes numériques, ont atteint des positions dominantes sur le marché sans équivalent dans l'époque moderne, qui font naître de nombreuses questions sur leur impact économique et social et leurs implications pour les politiques publiques⁴. Dans de nombreux pays, l'impact des nouvelles technologies suscite de plus en plus de débats sur un spectre qui s'étale de la démocratie à la santé mentale⁵.

De nouveaux schémas de mondialisation font également leur apparition. Les investissements et les échanges continuent de basculer vers le sud et l'est de la planète, et les grandes sociétés transnationales forment des chaînes d'approvisionnement et des réseaux mondiaux de production complexes⁶. La « financiarisation » de la plupart des économies avancées se poursuit, avec des taux d'endettement privé plus élevés que par le passé, des rendements supérieurs pour les détenteurs d'actions et, dans certains cas, un gonflement des secteurs financiers par rapport au reste de l'économie⁷. Le recours à la réglementation financière nationale est entravé par l'effet conjugué de la mondialisation du système financier et de l'apparition des nouvelles technologies financières⁸.

Chacune de ces tendances est sous-tendue par l'évolution démographique. La population de bien des pays développés vieillit, ce qui amène à s'interroger sur l'aptitude des travailleurs d'âge actif à soutenir la population inactive, les uns comme les autres ressentant les retombées, positives ou négatives, de l'augmentation des flux migratoires⁹. Plusieurs pays en développement expérimentent simultanément une rapide augmentation de leur population.

Ces défis seraient colossaux en toutes circonstances. Or ils font suite à une période au cours de laquelle la plupart des économies de l'OCDE ont nettement moins performants que dans le passé. La crise financière de 2008 a mis au jour des failles importantes liées non seulement à la réglementation financière, mais aussi à la croissance fondée sur le crédit qui l'a précédée. Cette crise a laissé des traces encore vivaces. Pour la plupart des pays, la reprise après la récession a été parmi les plus lentes jamais observées. La croissance économique, si elle s'est rétablie ces dernières années, reste globalement fragile, encore tributaire des bouées de sauvetage que constituent des taux d'intérêt au plus bas et le gonflement démesuré des bilans des banques centrales¹⁰. Les niveaux de l'endettement public et privé en pourcentage du revenu national demeurent élevés dans de nombreux pays¹¹. Quant à la croissance

de la productivité, qui stagne dans certains pays, elle enregistre des creux historiques dans beaucoup d'autres¹² ; l'innovation à la frontière technologique n'est plus diffusée au reste de l'économie comme elle a pu l'être.

Au cours des dernières décennies, les inégalités se sont aggravées dans la plupart des pays, surtout entre les revenus du centile le plus riche de la population et le reste de la société. Les inégalités de patrimoine, en particulier, se sont accentuées, pour beaucoup sous l'effet d'une appréciation de la valeur des actifs, elle-même responsable de la volatilité financière¹³. Dans de nombreux pays, le chômage reste élevé, notamment chez les jeunes¹⁴. La plupart des économies développées ont vu s'accroître le sous-emploi ainsi que diverses formes de travail précaire ou dans de mauvaises conditions de sécurité, allant du statut d'auto-entrepreneur et du travail à temps partiel aux contrats de très courte durée¹⁵. Les salaires moyens stagnent dans certains pays, où les conditions de vie de nombreux ménages sont à peine meilleures que ce qu'elles étaient il y a dix ans, ou sont maintenues seulement par l'augmentation de la dette des ménages¹⁶. Dans certains pays, l'écart entre les régions riches et celles de la périphérie s'est creusé¹⁷.

Tous les pays de l'OCDE n'ont pas connu l'ensemble de ces problèmes. Certains d'entre eux s'en sont mieux sortis que d'autres. Mais ils ont été nombreux à ressentir les conséquences politiques de ce qui a été une décennie de sous-performance économique assortie de tensions globales diverses, aux côtés d'autres causes plus intrinsèquement politiques. Le mécontentement populaire à l'égard des responsables politiques et du système politique s'est amplifié dans plusieurs pays¹⁸. La confiance dans les institutions préétablies, dans les experts et les « élites » en place s'est émoussée¹⁹. Les sociétés qui autrefois pouvaient se prévaloir d'une forte cohésion sociale sont aujourd'hui largement perçues comme plus fragmentées, plus sujettes aux fractures culturelles ou économiques²⁰. Dans de nombreux pays, de larges pans de la population se sentent économiquement et politiquement démunis, et estiment que la société est devenue moins juste, l'écart entre le niveau de vie des riches et celui de la majorité se creusant, et que dans ce monde de plus en plus globalisé, ils ont en quelque sorte « perdu le contrôle de leur destinée »²¹. C'est peut-être la raison pour laquelle les partis politiques qui dominaient la vie publique ont vu leur électorat dégrossir, dans certains cas dans des proportions dramatiques, les partis « populistes » de toutes sortes gagnant du terrain et allant même parfois jusqu'au gouvernement²². Dans certains pays, mais ce n'est pas vrai pour tous, l'ambiance générale relève d'un climat de conflit économique et social et de crise.

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que les responsables politiques et les commentateurs de tous bords, sans parler de plusieurs électeurs, se demandent si les politiques économiques actuelles et conventionnelles sont à même de relever les défis et les problèmes auxquels les pays sont aujourd'hui confrontés. Nombre des politiques menées dans les différents pays de l'OCDE, pas seulement au cours de la dernière décennie mais depuis près d'une quarantaine d'années, semblent ne plus être capables d'améliorer la situation économique et sociale comme elle pouvait le promettre auparavant. À une époque où la faiblesse des taux d'intérêt mais aussi des taux de croissance semble bien installée, phénomène parfois qualifié de « stagnation séculaire »²³, la politique monétaire à elle seule, par exemple, ne semble plus capable de porter ses fruits. Les responsables de l'action publique n'ont plus guère de leviers d'action à leur disposition s'il leur fallait gérer une nouvelle récession²⁴. Au fur et à mesure de l'ancrage numérique des économies de la connaissance, dans des contextes où l'investissement « immatériel » gagne en importance et où l'écart se creuse entre les entreprises à la pointe de l'innovation et celles qui peinent à les rattraper, de nouvelles approches s'imposent pour stimuler la productivité dans l'ensemble de l'économie, et faire en sorte qu'il en découle une réduction, plutôt qu'une aggravation, des inégalités²⁵. Les politiques actuelles du marché du travail n'ont pas réussi à préserver la demande de main-d'œuvre peu qualifiée face à l'automatisation et à la mondialisation, ni à résorber la fracture grandissante qui existe entre ceux qui connaissent la sécurité de l'emploi et ceux dont l'emploi est précaire. Les politiques de redistribution ont vu leur efficacité se réduire et n'ont pas suffi à contrer la montée des inégalités ; la politique environnementale n'a pas été à même de prévenir les risques de catastrophe. La politique de la concurrence n'a pas évolué en phase avec la croissance d'entreprises quasi-monopolistiques avec des

opérations au-delà des frontières nationales. Il est donc nécessaire de recourir à de nouvelles approches si l'on veut prémunir le système financier contre le risque systémique²⁶.

Certes, les pays de l'OCDE n'ont pas tous suivi la même trajectoire au cours de cette période. Leurs politiques économiques ont été différentes, en fonction notamment de la variété des gouvernements. Mais il est également vrai qu'un consensus de plus en plus large s'est dégagé autour des grandes lignes de ce qui fait une économie performante²⁷. Il est largement accepté, par exemple, qu'accroître les échanges mondiaux est un but raisonnable en lui-même, les pays obtenant des résultats meilleurs au fur et à mesure de leur intégration dans le commerce international et les mouvements internationaux de capitaux. La plupart des pays ont cherché à rendre leurs marchés financiers et leurs marchés du travail plus « efficaces », en les déréglementant et en les libéralisant lorsque c'était possible, afin d'élargir les possibilités d'activité financière et de réduire les restrictions applicables aux entreprises. L'indépendance des banques centrales dans la conduite de la politique monétaire s'est accompagnée de contraintes sur l'endettement public. L'impôt sur les sociétés a été réduit presque partout, de même que, dans bien des cas, les taux marginaux d'imposition sur le revenu des personnes physiques. La croissance a continué d'être l'objectif premier de la politique économique, suivant le postulat selon lequel elle permettrait d'atteindre d'autres objectifs. La consommation des biens a été un objectif par procuration pour le progrès et le développement. Les considérations relatives à l'équité ou à l'environnement ont été traitées dans un deuxième temps, au lieu d'être considérées comme faisant partie intégrante des objectifs poursuivis.

Dans la période qui a précédé la crise financière, ce modèle économique (souvent désigné sous l'appellation de « Consensus de Washington ») était largement influencé par un type d'analyse économique bien précis. S'appuyant sur une version orthodoxe de la théorie économique « néoclassique », il donnait la priorité au fonctionnement de marchés libéralisés, censés permettre d'optimiser le bien-être économique, et relevait d'une conception peu réceptive à l'intervention de l'État. La déréglementation, sous diverses formes, était largement mise en avant.

Au cours de la dernière décennie, voire avant, dans certaines régions, des aspects spécifiques de cette grille d'analyse ont été modifiés. Tant les économistes que les responsables de l'action publique ont pris conscience des limites du modèle néoclassique orthodoxe, reconnaissant que les marchés libéralisés ne sont pas toujours efficaces et que les défaillances du marché peuvent être substantielles²⁸. Ils ont reconnu la nécessité d'une plus forte intervention de l'État, dans des domaines comme le marché du travail ou la politique régionale, et en matière de politique monétaire et financière. Dans nombre de ces domaines, et d'autres, l'OCDE a été aux avant-postes des nouvelles évolutions analytiques et stratégiques.

Ces évolutions ont été importantes. Mais face aux défis et aux problèmes auxquels nos économies sont confrontées, nous pensons qu'il faut aller encore plus loin. De fait, dans les domaines de l'économie et de l'économie politique, la dernière décennie a vu fleurir d'autres formes, plus radicales, de renouveau de la pensée. De nouvelles théories, techniques et données économiques ont été mises au point grâce auxquelles il est possible de mieux décrypter comment fonctionnent les économies et comment elles pourraient fonctionner mieux. Les méthodes d'analyse et les modèles fondés sur les possibilités qu'offrent aujourd'hui les données massives et la puissance de calcul, par exemple, ont apporté des éclairages dont n'ont pas pu bénéficier les générations précédentes. On peut dire qu'une économie du XXI^e siècle se dessine qui sera plus susceptible d'aider les responsables de l'action publique à trouver des solutions aux problèmes du monde contemporain.

Depuis 2012, l'initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques tente d'agrèger toutes les composantes de cette nouvelle pensée économique, et de nombreux secteurs de l'OCDE et des États Membres y participent activement²⁹. L'initiative a bénéficié des idées d'une large communauté de chercheurs et d'institutions du monde entier. Des débats approfondis ont eu lieu, d'où ont été dégagés de nombreux enseignements³⁰. Il est désormais possible de voir lesquelles de ces critiques et explorations peuvent être synthétisées pour construire « un nouveau discours économique ». Schématiquement, ce nouveau discours s'articule autour de trois éléments :

- Une nouvelle conception du progrès économique – autour d'une compréhension plus fine de l'articulation entre croissance, bien-être, réduction des inégalités et durabilité environnementale – qui peut éclairer l'élaboration des politiques économiques et la politique publique
- De nouveaux cadres applicables à la théorie et l'analyse économiques – autour d'un socle d'interprétations et de données sur le fonctionnement des économies, et de nouveaux outils et techniques de nature à aider les responsables de l'action publique à formuler les politiques
- De nouvelles approches de la politique économique – autour d'un ensemble étendu de réformes des politiques et des institutions, fondées sur de nouveaux cadres et analyses, en vue d'atteindre de nouveaux objectifs sociaux et économiques

Ce rapport vise à expliquer ces différents éléments et la façon dont ils sont imbriqués. Il s'appuie sur une reconnaissance fondamentale de la sociabilité des êtres humains et leur intégration dans les institutions sociales, une idée aux implications profondes pour notre appréhension des théories économiques et des politiques publiques. Nous ne cherchons pas à prouver qu'il existe déjà un modèle de politique économique abouti étant à même de remplacer ceux qui ont prévalu au cours des quarante dernières années. Au contraire, nous ne pensons pas qu'il existe un modèle simple qui puisse s'appliquer à des pays dont l'économie, les institutions et la culture sont différentes. Nous estimons en revanche qu'une nouvelle approche s'impose. En avançant pareil argument, nous espérons stimuler le débat sur la façon dont les décideurs et les responsables des politiques économiques peuvent mieux appréhender l'économie d'aujourd'hui, et disposer d'outils plus efficaces pour atteindre leurs objectifs.

2. Les progrès économiques et sociaux et les objectifs de la politique économique

Pendant plus de sept décennies durant, la croissance économique a constitué l'objectif premier de la politique économique et la principale mesure de la réussite d'une économie. Des raisons valables présidaient à ce choix : pendant l'essentiel de cette période, l'augmentation du revenu national était synonyme de hausse des revenus des ménages, et par là-même, d'amélioration du niveau de vie moyen. La croissance économique a induit une augmentation de l'emploi et une baisse des taux de pauvreté, et elle a permis de dégager des recettes fiscales, grâce auxquelles les États ont pu consacrer davantage de dépenses aux services publics. Dans la majorité des pays de l'OCDE, jusque dans les années 1980, la croissance économique s'est accompagnée d'un recul des inégalités³¹, ainsi que d'une meilleure qualité de l'environnement au niveau local, l'augmentation du PIB permettant de consacrer davantage de ressources à la lutte contre la pollution atmosphérique et contre la pollution des eaux³². Par conséquent, même si les pouvoirs publics se fixaient un ensemble d'objectifs économiques plus variés que la simple augmentation du PIB, la croissance économique constituait une assez bonne mesure des performances économiques générales.

On ne pourrait guère en dire autant aujourd'hui. La croissance économique continue de générer les bienfaits associés à un accroissement du revenu national. Mais aujourd'hui, les schémas de croissance dominants dans les pays de l'OCDE produisent, depuis les dernières années, des dommages substantiels.

Premièrement, la croissance du PIB est désormais largement associée à un creusement des inégalités. Dans presque tous les pays de l'OCDE, au cours des 40 dernières années, la part du revenu national allant aux salaires et rémunérations (travailleurs) a diminué, tandis que s'accroissait la part allant aux détenteurs du capital³³. La propriété du capital étant de plus en plus concentrée parmi les personnes aux revenus les plus élevés, il s'est ensuivi une accentuation des inégalités de revenus aussi bien que des inégalités de patrimoine, surtout entre le centile et le décile supérieurs et le reste de la population³⁴. Dans certains pays, la croissance agrégée du PIB au cours des deux dernières décennies a particulièrement favorisé ceux dont les revenus sont les plus élevés, si bien que les revenus moyens n'ont augmenté que lentement, voire ont plus ou moins stagné. Aux États-Unis, cette situation dure depuis beaucoup plus longtemps³⁵. Dans ce contexte, la croissance du PIB ne se traduit plus par une amélioration du niveau de vie pour les personnes dont les revenus sont au niveau médian ou en dessous. Dans certains pays, le fléau que constituent des taux de pauvreté élevés perdure³⁶.

Deuxièmement, la croissance du PIB n'est plus corrélée à l'amélioration du bien-être. L'étude du bien-être a progressé à grands pas ces dernières décennies. Le revenu importe, surtout pour les personnes ayant de faibles revenus. Cependant, nous savons désormais que pour que les individus aient le sentiment d'une vie satisfaisante et épanouissante, une multiplicité d'autres facteurs entrent en jeu : le sentiment de sécurité et de satisfaction que leur procure leur travail, la santé physique et psychologique, les réseaux sociaux et les relations personnelles et familiales, les biens sociaux tels que le niveau de criminalité et de confiance dans la société ou la qualité des services publics comme la santé et l'éducation³⁷. Aucun de ces éléments ne s'améliore automatiquement du simple fait que le PIB augmente ; souvent, la création de PIB peut même, selon la manière dont elle s'effectue, les dégrader, surtout pour les personnes vivant avec un revenu plus faible et dont l'emploi est plus précaire, et lorsque la priorité donnée à la consommation privée et non aux biens publics. Pour la plupart des individus aujourd'hui, l'augmentation du PIB n'est plus une mesure suffisante ni de leur propre bien-être, ni du sentiment de progrès économique de la société³⁸.

Troisièmement, au vu des graves dégradations que subit l'environnement, on ne peut nier que les modèles actuels de croissance économique sapent notre capacité à maintenir les niveaux de vie actuels. Un système économique fondé sur les combustibles fossiles, sur les formes actuelles d'agriculture intensive et axée sur la production de viande et sur une exploitation sans limite des ressources naturelles mondiales n'est pas viable à long terme. Le changement climatique, la pollution de l'air et des mers, ainsi que la crise

écologique dégradent d'ores et déjà la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes à travers le monde ; sans une modification radicale des formes de production et de consommation qui prédominent actuellement, ils risquent de provoquer des dommages catastrophiques pour nos économies et nos sociétés au cours des prochaines décennies³⁹.

Ces évolutions ne signifient pas que la croissance économique doive être abandonnée comme objectif de la politique économique. Elles appellent plutôt à porter l'attention sur la *forme* de croissance économique qu'un pays enregistre et cherche à obtenir. Il ne suffit pas que le PIB augmente si les schémas de croissance sous-jacents génèrent dans le même temps des dégâts substantiels. C'est le *type* d'activités économiques qui importe.

Voilà pourquoi nous estimons que les hommes politiques et les responsables de l'action publique doivent aller « au-delà de la croissance ». Il leur faut veiller à ce que, parallèlement à la croissance du PIB, et en conséquence de celle-ci, la politique économique permette d'atteindre un ensemble plus vaste d'objectifs de progrès économique et social, dont témoignent des mesures plus variées. Nous ne pouvons plus nous en remettre à la seule croissance économique pour que nos sociétés connaissent une amélioration de leur situation.

Selon nous, quatre objectifs de la politique économique devraient primer aujourd'hui :

- La durabilité environnementale – comprise comme une modalité visant à réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre et freiner la dégradation de l'environnement, et qui permettent dans le même temps d'éviter des dommages catastrophiques et d'atteindre un niveau stable et sain de services écosystémiques ;
- L'amélioration du bien-être – comprise comme une amélioration du niveau de satisfaction des individus à l'égard de la vie, et un sentiment grandissant d'amélioration de la qualité de vie et de la situation de la société dans son ensemble ;
- Le recul des inégalités – compris comme une réduction de l'écart entre les revenus et le patrimoine des groupes les plus riches de la société et ceux des groupes les plus pauvres, une réduction du taux de pauvreté et une amélioration relative du bien-être, des revenus et des débouchés pour ceux qui sont systématiquement défavorisés, notamment les femmes, les membres de minorités ethniques, les personnes handicapées et les personnes vivant dans des zones géographiques défavorisées ;
- La résilience systémique – comprise comme la capacité de l'économie à faire face aux chocs financiers, environnementaux ou autres, sans que ceux-ci n'induisent d'effets systémiques ou catastrophiques.

Les pays qui cherchent à atteindre ces quatre objectifs au lieu de donner la plus haute priorité à la croissance connaîtront, une trajectoire de développement économique et social plus équilibrée, assortie de résultats plus justes pour les générations actuelles et futures. Si nous devons résumer cette voie simplement, nous pourrions la décrire comme une trajectoire de développement qui répond aux besoins à la fois des individus et de la planète.

Auparavant, beaucoup pensaient que les responsables de l'action publique ne pourraient pas atteindre tous ces objectifs simultanément. On considérait en effet que les inégalités étaient le prix inéluctable de la croissance ; que soutenabilité environnementale et croissance étaient fondamentalement antinomiques ; et que les pauvres devraient probablement pâtir des politiques vertes. On ne peut bien sûr pas nier que de tels arbitrages existent parfois. Mais il est aussi vrai, et peut être même plus enrichissant, de constater que ces objectifs peuvent être atteints ensemble. De fait, les données factuelles laissent à penser que de fortes synergies se dégagent entre eux.

En particulier, de plus en plus de données internationales montrent depuis quelques années que, contrairement à ce que l'on pensait généralement jusqu'ici, la réduction des inégalités économiques peut non pas nuire à la croissance, mais lui être propice⁴⁰. Il existe de nombreuses raisons à cela. La plus

évidente est que les inégalités de revenus et les inégalités des chances empêchent certaines personnes d'atteindre leur plein potentiel économique. De faibles niveaux d'instruction et de compétences, la discrimination sur le marché du travail et les difficultés à travailler en l'absence de dispositifs de garde des enfants et de prise en charge sociale adéquats sont autant d'éléments qui tendent à brider les ressources productives de l'économie⁴¹. Comme l'établissent les travaux de l'OCDE sur l'articulation entre productivité et inclusivité, remédier à la lenteur de la croissance de la productivité dans les entreprises et les régions à la traîne permettra à la fois de stimuler la croissance et de réduire les inégalités⁴². Parallèlement, les personnes disposant de faibles revenus dépensent généralement une plus forte proportion de leurs revenus que les personnes plus riches, lesquelles sont plus enclines à épargner. Ainsi, l'amélioration des revenus des personnes plus pauvres a un impact beaucoup plus fort sur la consommation et la demande globale, et donc sur la croissance, que l'amélioration des revenus et du patrimoine des personnes relativement aisées⁴³.

En outre, il est désormais évident que les inégalités ont tendance à accentuer l'instabilité des économies, étant donné que l'épargne plus volumineuse des riches est dirigée vers des actifs financiers et immobiliers, plus sujets à la volatilité. Statistiquement, des économies plus inégalitaires enregistrent généralement des périodes de croissance plus brèves⁴⁴. Et d'un point de vue politique, l'accroissement des inégalités tend à se traduire par des mesures plus favorables aux riches, avec par exemple des pressions à la réduction des taux d'imposition. Généralement, de telles mesures débouchent à leur tour sur une baisse des dépenses consacrées aux biens publics, tels que l'éducation, la santé et les dispositifs de garde d'enfants, dépenses pourtant susceptibles d'améliorer le potentiel productif d'une économie⁴⁵.

Les données empiriques ne montrent pas que les sociétés inégalitaires sont plus pauvres que les sociétés plus égalitaires. Certains pays riches affichent des niveaux élevés d'inégalités, tandis que d'autres sont plus égalitaires. Cependant, il apparaît que les économies plus inégalitaires affichent de moins bonnes performances que si elles étaient plus égalitaires⁴⁶. En ce sens, on peut affirmer qu'équité et prospérité vont de pair.

Si la réduction des inégalités peut stimuler la croissance, elle a aussi des répercussions notables sur le bien-être tant collectif qu'individuel. Des études menées dans des pays développés montrent de fortes corrélations entre les inégalités et divers autres dommages sociaux, notamment des taux élevés de maladies mentales et physiques, de l'obésité et de la criminalité, ainsi que des niveaux plus faibles de confiance sociale, de formation et de mobilité sociale⁴⁷. Cela se vérifie non seulement pour les personnes ayant de faibles revenus, mais également dans la population dans son ensemble. Il ressort systématiquement des enquêtes portant sur le bien-être que les sociétés plus égalitaires sont aussi celles où la satisfaction à l'égard de la vie et le bonheur sont les plus élevés⁴⁸.

Les relations entre croissance économique et durabilité environnementale sont plus complexes. Mais en changeant ce qui est produit dans l'économie et le mode de production, il est désormais tout à fait possible de réduire très substantiellement les atteintes à l'environnement, y compris en présence d'une augmentation de la production⁴⁹. La rapide réduction des émissions de gaz à effet de serre, par exemple, nécessitera des investissements substantiels dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et les technologies de transport durable. Dans certains contextes, ces investissements peuvent constituer une forme de stimulus économique à court terme, générant emplois et revenus⁵⁰. À plus long terme, l'innovation technologique et sociale devra engendrer des schémas de production et de consommation très différents de ceux qui existent actuellement, avec des niveaux de consommation d'énergie et de matières bien moindres, et des taux bien plus élevés de réutilisation et de recyclage des déchets⁵¹. Pour être tout à fait honnêtes, nous ne savons pas quel en sera l'impact sur les taux de croissance à long terme dans les pays développés⁵². Toutefois, il n'y a guère de raison de douter qu'une économie de ce type, fortement productive et durable sur le plan de l'environnement, puisse générer un niveau de vie élevé, et qui soit plus équitablement partagé⁵³. En effet, il est désormais évident que l'autre solution, à savoir une économie non durable sur le plan de l'environnement, causera de très graves dégâts en termes de bien-

être et de résilience à moyen et long termes, notamment vis-à-vis de ceux dont les revenus sont les plus faibles et les plus vulnérables.⁵⁴

Aussi, aller « au-delà de la croissance » ne signifie ni abandonner la croissance en tant qu'objectif ni s'en remettre à celle-ci : il s'agit de changer la composition et la structure de l'activité économique afin d'atteindre les multiples objectifs d'une vision plus harmonieuse du progrès économique et social.

Ces dernières années, les expressions « croissance inclusive » et « croissance verte » ont été employées pour décrire des trajectoires économiques nationales visant à répondre à des objectifs plus vastes du type de ceux que nous suggérons ici. L'OCDE a largement ouvert la voie dans le développement de ces réflexions⁵⁵. Le concept holistique de « développement durable », auquel les Nations Unies ont donné corps en adoptant les Objectifs de développement durable, témoigne du même élan⁵⁶. Nous soutenons résolument ces engagements. Néanmoins, il est également vrai que ces notions peuvent revêtir diverses significations, et qu'elles ont, dans la pratique, pu s'accompagner de changements plutôt minimes de la politique publique. Comme nous l'examinerons plus loin dans ce rapport, les dynamiques à l'origine des crises économiques actuelles sont profondément enracinées dans la structure de nos économies. Par conséquent, si l'on veut donner sérieusement la priorité à l'amélioration du bien-être, à la réduction des inégalités et à la mise en place de la durabilité et de la résilience, il faudra bien plus qu'un ajustement mineur apporté aux politiques économiques actuelles. Les transferts fiscaux redistributifs, par exemple, ne suffisent pas à rendre la croissance économique « inclusive » ; des formes plus poussées de changements structurel sont requises⁵⁷. Les objectifs que nous proposons ici doivent faire *partie intégrante* de la politique publique dans sa conception même.

Dans la pratique, ce processus comporte trois dimensions cruciales. La première réside dans l'adoption d'un ensemble plus vaste d'indicateurs économiques primaires permettant de guider la définition de l'action publique. Aujourd'hui, on sait bien que le PIB n'est pas une bonne mesure de la performance économique générale. Il ne tient pas du tout compte de la répartition du revenu et du patrimoine ; il reflète uniquement les flux de revenus et non les stocks de capital qui les génèrent ; il n'estime pas à leur juste valeur les services immatériels ou qui échappent à la tarification ; il ne tient pas compte du travail non rémunéré ; il omet de mesurer la dégradation de l'environnement ; ce n'est pas une mesure indirecte satisfaisante du bien-être⁵⁸. Au cours de la dernière décennie, l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE a donc fait œuvre pionnière par l'élaboration d'indicateurs économiques qui rendent mieux compte des multiples dimensions du progrès économique et social, et un certain nombre de pays ont commencé à les adopter⁵⁹. Il s'agit d'utiliser un « tableau de bord » d'indicateurs clés, comprenant des mesures de la sécurité économique, du bien-être subjectif, de la qualité environnementale et des biens publics⁶⁰. Un nouveau domaine revêt une importance particulière : l'élaboration de « comptes nationaux distributifs », qui ne montrent pas uniquement la croissance agrégée du PIB, mais aussi comment elle est répartie entre groupes de revenu et de population⁶¹.

Cependant, l'adoption d'une série d'indicateurs n'est, à elle seule, pas suffisante. Ceux-ci doivent devenir les mesures reconnues de la réussite de la politique économique. Bien trop souvent, les pouvoirs publics ont publié des séries d'indicateurs différents, dont ils ont ensuite largement fait abstraction, tant lors de la définition de la politique économique que dans les discours sur le sujet. Pour que de nouveaux indicateurs soient efficaces, ils doivent faire l'objet d'une communication : les responsables politiques et les responsables de l'action publique (surtout dans les ministères des finances et de l'économie) doivent indiquer expressément dans leurs allocutions publiques que c'est à l'aune de ces indicateurs qu'ils souhaitent voir les performances économiques jugées, et les débats dans les médias doivent s'en faire l'écho. Aller « au-delà de la croissance » doit constituer un objectif politique explicite, tour à tour pensé dans un nouveau discours public et un discours sur la nature du progrès économique et social⁶².

Enfin, point le plus crucial, les nouveaux indicateurs économiques doivent être reliés à des politiques publiques ayant vocation à améliorer ce qu'ils mesurent. Il ne sert à rien d'adopter une nouvelle mesure de la performance si l'on ne dispose pas ensuite de mécanismes qui peuvent l'influencer. Pour ce faire, il

faut bien comprendre les facteurs de causalité qui régissent le niveau de l'indicateur et concevoir des politiques publiques à même de l'infléchir. C'est pourquoi nous avançons, dans ce rapport, que les décideurs publics ont besoin d'une grille de compréhension plus détaillée du fonctionnement des économies modernes et du type de politiques publiques grâce auxquelles elles peuvent être plus fructueuses. Les indicateurs multidimensionnels appellent une panoplie de politiques publiques plus sophistiquée.

La plupart des politiques économiques sont décidées par les gouvernements nationaux, mais ce processus comprend aussi une composante internationale essentielle. Dans une économie mondialisée aux chaînes d'approvisionnement et aux relations commerciales complexes, les schémas de production et de consommation d'un pays se répercutent puissamment sur d'autres pays, et de nombreux résultats économiques ne dépendent pas uniquement de l'action nationale. Aussi est-il vital d'établir de nouveaux accords et mécanismes de coordination internationaux dans des domaines tels que la dégradation de l'environnement, les normes du travail et la politique fiscale, permettant de s'assurer que les objectifs économiques dans un pays ne soient pas atteints aux dépens d'autres pays, et que la coopération internationale renforce les politiques nationales⁶³.

3. De nouveaux cadres d'analyse économique

Au cours des trente années qui ont précédé la crise financière de 2008, le modèle de croissance économique qui prévalait dans les pays développés reposait, dans une large mesure, sur une théorie économique néoclassique bien spécifique. Cette théorie était étayée par des hypothèses relativement simples quant au comportement des agents économiques, ainsi qu'à ses implications pour le fonctionnement de l'économie dans son ensemble. Ces hypothèses ont à leur tour abouti à un éventail de préconisations « orthodoxes » pour la politique économique qui ont été, alors qu'elles ne revêtaient en aucun cas un caractère universel, largement adoptées dans les pays aussi bien développés qu'en développement.

L'hypothèse de comportements économiques « rationnels » est au cœur même de cette théorie. Selon ce postulat, les individus optimisent leur utilité, en fonction de préférences forgées en dehors du processus économique, et les entreprises s'emploient à maximiser leurs bénéfices. Le niveau « optimal » de production et de consommation (ainsi que celui des salaires et des bénéfices) peut donc être atteint si le libre jeu de la concurrence peut s'exercer sur les marchés. Dans le cas contraire, l'action publique doit s'employer à atteindre cet objectif. Dans des domaines aussi divers que la politique du marché du travail, les marchés financiers et le commerce international (et, dans certains pays, l'offre de services publics aussi), la vision de l'action publique qui dominait était favorable à une libéralisation des marchés lorsque les conditions le permettaient, afin d'améliorer leur efficacité et d'obtenir les meilleurs résultats en termes de production et de bien-être.

La théorie néoclassique orthodoxe reconnaît l'existence de « défaillances du marché », c'est-à-dire de situations où des marchés concurrentiels ne produisent pas de résultats optimaux du fait de facteurs externes (comme la dégradation de l'environnement) ou de biens publics (comme la science ou la défense). Les défaillances des marchés ont justifié toute une palette d'interventions publiques, des taxes environnementales à l'offre de services publics comme l'éducation, le maintien de l'ordre ou la recherche et le développement. Mais le modèle néoclassique prend aussi acte du fait que l'État peut être défaillant : il peut en effet être détourné dans son action par les intérêts de ses hauts représentants ou de responsables politiques, ou simplement ne pas avoir les connaissances ou les moyens nécessaires pour améliorer le comportement des marchés. Résultat : les recommandations économiques fondées sur des analyses néoclassiques traditionnelles étaient souvent dubitatives quant à la capacité de l'État à orienter l'économie vers des objectifs autres que ceux déterminés par les marchés existants et des facteurs externes bien définis.

À l'échelle de l'économie dans son ensemble, la plupart des modèles macroéconomiques datant d'avant 2008 ont été établis avec les outils de l'économie néoclassique⁶⁴. Ces modèles reposaient généralement sur l'hypothèse selon laquelle les ménages et les entreprises se comportent de manière homogène, et peuvent à ce titre être modélisés comme des « agents représentatifs ». En dépit des tensions de différents types susceptibles d'apparaître sur les marchés individuels, ces modèles considéraient que l'économie tend vers une situation d'équilibre à long terme, que l'on associe généralement à une situation de plein emploi. Les chocs étaient considérés comme exogènes, provenant non pas du système mais de l'extérieur. Au niveau de l'action publique, le cadre néoclassique reposait sur le postulat qu'une dette publique élevée a un effet d'éviction sur l'investissement privé, si bien qu'il convient d'éviter les déficits budgétaires. Par ailleurs, la politique monétaire (et notamment l'ajustement des taux d'intérêt) doit être le premier outil utilisé pour contrôler l'inflation et la demande globale⁶⁵.

La relation entre théorie et élaboration de l'action publique n'a jamais été simple. De tout temps, la théorie économique a été complexe et variée, et les politiques économiques n'ont jamais été la conséquence directe de l'analyse théorique. Néanmoins, chacun s'accorde à reconnaître l'existence d'une pensée économique dominante avant 2008, fondée à l'évidence sur l'orthodoxie néoclassique⁶⁶.

Or, depuis la crise financière, les tendances qui prédominent dans la pensée et la politique économiques ont changé. D'un côté, la plupart des économistes insistent désormais (comme nombre d'autres l'avaient fait avant eux) sur le fait que les imperfections du marché, qui varient, sont inévitables, et qu'il incombe aux économistes de comprendre en quoi elles influent sur les comportements et les résultats économiques. Ainsi, beaucoup ont fait observer par exemple, que la crise a ébranlé l'hypothèse de l'efficacité des marchés, qui avait justifié la libéralisation financière⁶⁷. En fait, dans une grande variété de domaines, allant de la compréhension de la fragmentation des marchés du travail à l'analyse des écarts de productivité entre différents types d'entreprises, les économistes s'emploient à expliquer pourquoi les marchés existants ne sont *pas* efficaces, et à proposer les meilleures solutions de repli. Avec l'apparition de nouvelles sources de données, l'économie est aujourd'hui une science sociale de nature bien plus empirique⁶⁸. Les modèles macroéconomiques, quant à eux, ont été modifiés pour prendre en compte différents types d'établissements financiers, ainsi que les facteurs de rigidité et les chocs de différente nature⁶⁹. Dans des domaines critiques, comme la crise financière, la montée des inégalités et leurs répercussions, la dégradation de plus en plus marquée de l'environnement ou le ralentissement des gains de productivité, les économistes ont dû admettre que les approches orthodoxes n'ont pas réussi à anticiper ni à expliquer les grandes tendances qui se sont matérialisées⁷⁰.

De nombreuses institutions de politique économique – au premier rang desquelles, souvent, l'OCDE – ont reconnu les limites et les insuffisances des recommandations plus simplistes en faveur du libéralisme économique qui prédominaient avant la crise. Ainsi, il est généralement admis que la réglementation financière ne doit pas se limiter aux seules entreprises mais bien englober les risques systémiques susceptibles de provenir du secteur financier dans son ensemble. Par conséquent, différentes formes de réglementation macroprudentielle sont aujourd'hui étudiées et mises en œuvre⁷¹. De la même manière, on s'accorde désormais à reconnaître que le libre-échange et une intégration plus poussée dans l'économie mondialisée peuvent avoir des effets néfastes à long terme sur certaines catégories de travailleurs, certains secteurs et certaines régions, ce qui suppose d'adopter des mesures propres à les neutraliser⁷². Dans le domaine de l'emploi, il y a déjà quelque temps que l'on préconise, pour favoriser le retour à l'emploi des chômeurs, d'avoir recours à un salaire minimum et à des mesures d'activation, qui englobent à la fois la formation et les prestations sociales⁷³.

Ces changements, ainsi que d'autres du même ordre, sont certes les bienvenus, mais ils ne sont pas suffisants à nos yeux. En effet, l'économie a enregistré des mutations plus profondes au cours des dernières décennies. Dans un vaste éventail de domaines, les économistes qui ont recours à des approches non orthodoxes, souvent étayées par d'autres sciences sociales, ont mis au point de nouveaux modèles et cadres d'analyse qui permettent de mieux expliquer le fonctionnement des économies modernes, ainsi que leurs nombreuses défaillances. Nombre de ces cadres d'analyse, qui sont parfois de simples reformulations de théories plus anciennes, apparaissent comme mieux adaptés à la situation actuelle et plus à même de l'expliquer que ceux qui continuent de dominer l'élaboration des politiques publiques et le débat public. Il est intéressant de constater que certains des éclairages qu'ils apportent commencent à être intégrés à la théorie économique dominante et acceptés par les institutions de premier plan, ce dont il faut se féliciter, même si cela ne revêt aucun caractère universel. À mesure que la validité empirique et la valeur théorique de ces nouvelles approches sont reconnues plus largement, les frontières entre les courants économiques orthodoxes et ceux qui sont plus « hétérodoxes » s'effacent⁷⁴. Nous avons répertorié ici quelques-unes des principales évolutions enregistrées⁷⁵.

Comportements économiques. Aujourd'hui, rares sont les économistes qui pensent que le modèle de « l'homo economicus » rationnel permet d'expliquer efficacement les comportements individuels dans l'économie réelle. L'économie comportementale, étayée par des données issues d'expériences en psychologie économique, permet une appréciation plus fine de ces comportements, et elle est à ce titre de plus en plus couramment utilisée dans l'analyse économique dominante⁷⁶. Les individus ne passent pas leur temps à calculer et optimiser leur bien-être : ils font appel à différentes formes de « rationalité limitée ». Pour s'épargner le temps et l'effort nécessaires aux calculs, de nombreuses décisions

économiques sont prises au moyen de diverses méthodes heuristiques et empiriques. Par ailleurs, le raisonnement humain est influencé par de nombreux préjugés. Ainsi, chacun de nous tend à fonctionner selon un schéma de pensée particulier plutôt qu'en cherchant à consulter l'ensemble des sources d'information disponibles, ainsi qu'à tirer des enseignements généraux (et souvent erronés) à partir d'expériences limitées. Les comportements « moutonniers » (c'est-à-dire lorsque des personnes suivent l'exemple d'autres personnes, notamment sur les marchés de capitaux) sont à ce titre fréquents.

Dans le même temps, les spécialistes de la psychologie et de la sociologie économiques ont mis en avant l'importance des influences sociales sur la formation des goûts et préférences économiques⁷⁷. Les individus n'agissent pas uniquement en fonction de leurs intérêts personnels : ils ont des liens forts et des valeurs morales bien ancrées qui se traduisent par des comportements différents dès lors qu'il s'agit de s'occuper des autres, de collaborer avec eux ou de les aider, ainsi que de respecter les normes sociales. Ces comportements peuvent échapper à toute logique de calcul ou individualiste : ils donnent à voir l'importance de « l'être humain social » en tant qu'agent économique.⁷⁸ Dans ce sens, les actions économiques sont profondément intégrées dans les structures, les institutions et les relations sociétales. Les goûts et les préférences ne sont pas prédéfinis ou extérieurs au système économique : ils peuvent être modelés par différentes influences, comme la publicité, les possibilités offertes par les nouvelles technologies et les nouveaux types de réseaux et d'institutions sociaux. Les discours qui prédominent dans la société quant au fonctionnement de l'économie et aux comportements individuels influent eux-aussi sur les comportements⁷⁹.

Marchés, institutions et pouvoir. Dès le début, la théorie néoclassique fondée sur le concept de marchés concurrentiels avait pour objectif de formaliser ce qui, dans le monde réel, est à l'évidence un large éventail de mécanismes différents. Mais au cours des dernières décennies, des économistes institutionnels et politiques de différents courants ont mené une réflexion plus poussée sur les fondements de cette théorie⁸⁰. Ils estiment que les marchés sont le fruit des institutions et des règles sociales qu'elles incarnent : ils découlent donc de la loi, des usages, des normes sociales, de la structure et de la répartition du capital des entreprises ou des politiques publiques. Tous ces facteurs – et, partant, les réformes qui leur sont apportées – peuvent modifier le mode de fonctionnement des différents types de marchés, ainsi que leurs résultats. Le concept de « concurrence entre les marchés » est tout simplement trop restreint pour comprendre ces phénomènes. Ces économistes ont mis en évidence, par exemple, que les entreprises se comportent différemment selon les pays en fonction des systèmes en place en matière de gouvernance et de financement des entreprises ; que la relation entre les entreprises et l'État est cruciale pour comprendre le fonctionnement des marchés ; et que la mise à disposition généralisée des données numériques a profondément transformé la nature de la production économique. On peut donc difficilement appréhender la croissance et les modèles économiques des nouveaux géants des plateformes numériques sans s'appuyer sur ces éclairages⁸¹. De manière générale, les penseurs politiques de l'économie comparative ont cherché à comprendre, comment les marchés sont coordonnés selon différents accords institutionnels dans différents pays, ce, donnant lieu à une augmentation des distinctes 'variétés' du capitalisme moderne.⁸²

Si l'on considère les marchés comme le fruit des relations interdépendantes entre les institutions, on se pose inévitablement la question du pouvoir dans l'économie. Ainsi, il est plus facile de comprendre la manière dont fonctionnent actuellement les marchés du travail si l'on analyse le pouvoir relatif qu'ont respectivement les employeurs, les travailleurs individuels et les groupes de travailleurs (organisés en syndicats par exemple)⁸³. Face à la concentration croissante de nombreux marchés de produits entre les mains d'un petit nombre de grandes entreprises, l'analyse traditionnelle des monopoles et oligopoles ne suffit pas : il faut étudier les effets des activités de lobbying des entreprises sur l'élaboration des politiques réglementaires. Pour comprendre l'impact de la montée des inégalités sur les résultats économiques, il convient d'examiner l'influence exercée par les très riches sur l'action publique, notamment dans les domaines de la fiscalité et des dépenses publiques⁸⁴. D'un point de vue global, il faut prêter attention aux

interactions entre l'économie et la politique économique d'une part et les systèmes politiques et de démocratie d'autre part⁸⁵.

Évolution et complexité. Le modèle néoclassique traditionnel s'appuie sur un cadre de référence quasiment exempt de toute notion temporelle : envisagée comme un ensemble de marchés qui tendent vers l'équilibre, l'économie est ainsi analysée sans faire référence à sa propre évolution ni aux processus de changement. Il est de ce fait difficile de comprendre pourquoi et comment les économies se développent au fil du temps. Différents types d'économistes évolutionnistes se sont employés à trouver une solution à ce problème⁸⁶. Ils ont montré que les évolutions enregistrées par les économies sont comparables à l'évolution biologique, en ce sens où le comportement des entreprises et l'innovation technologique procurent des avantages à certains marchés, et sont donc reproduits. Ils ont mis en évidence la « dépendance historique » du changement, qui est contraint par le passé et par des forces d'inertie. Nombre d'économistes évolutionnistes et d'historiens de l'économie ont axé leurs travaux sur le rôle moteur joué par l'innovation – en tant que processus de « destruction créatrice » – sur la croissance économique⁸⁷. Ils ont expliqué que l'innovation est un processus institutionnel influencé non seulement par les processus « d'invention » technologique des entreprises mais aussi par l'ensemble du système formé par les « réseaux d'innovation » et les marchés de capitaux, et ont démontré l'importance des financements publics à différentes étapes du processus d'innovation⁸⁸.

La dynamique de l'innovation peine à s'intégrer dans la théorie néoclassique selon laquelle l'économie est un système qui tend intrinsèquement vers l'équilibre : dans la réalité, l'économie est soumise à des flux constants et instables. Le courant de l'économie de la complexité cherche à associer cette information avec celles qui sont fournies par l'économie comportementale et institutionnelle afin d'envisager l'économie comme un système complexe adaptatif⁸⁹. En s'appuyant sur la théorie moderne des systèmes mise au point pour analyser les systèmes complexes en biologie et en ingénierie, l'économie de la complexité vise à comprendre comment les relations multiples et non linéaires entre les acteurs hétérogènes d'une économie moderne génèrent de nouveaux résultats économiques inédits qui ne pourraient être anticipés au moyen d'une approche mécanistique. Une telle approche peut illustrer en particulier des systèmes complexes tels que ceux de la finance et des chaînes de valeurs mondiales. Les économistes qui appartiennent à cette mouvance ont élaboré de nouveaux modèles multi-agents, qui abandonnent les hypothèses de la rationalité, de la représentativité des agents, de l'optimisation des comportements et de l'équilibre qui constituaient le socle du modèle néoclassique traditionnel. Grâce aux données massives aujourd'hui disponibles et à la puissance de calcul des ordinateurs modernes, ces nouveaux modèles sont en mesure de représenter l'économie de manière plus complexe, avec à la clef la possibilité de mieux la comprendre et de mieux anticiper son évolution⁹⁰.

Finance et macroéconomie. Alors que la plupart des macroéconomistes ont été incapables de prévoir la crise financière de 2008 et face à l'atonie persistante de nombreuses économies développées en dépit de taux d'intérêt extrêmement bas depuis une dizaine d'années, il a fallu repenser fondamentalement le modèle néoclassique. Pour ce faire, une attention particulière a été portée au rôle joué par le secteur financier. Avant la crise, la réglementation du secteur financier était fondée, dans une large mesure, sur la théorie néoclassique de l'efficacité des marchés, selon laquelle les marchés de capitaux libéralisés, à condition de s'appuyer sur une information quasi-parfaite, aboutissent à une allocation optimale des ressources⁹¹. L'échec indiscutable de cette théorie a suscité un regain d'intérêt à l'égard de l'analyse post-keynésienne, qui explique comment les marchés de capitaux ne cessent d'alterner entre stabilité et fragilité et tendent à générer des bulles d'actifs qui sont suivies de crises⁹². À mesure que la financiarisation des économies s'intensifie, les économistes étudient les effets de différents types d'acteurs et d'actifs financiers sur les résultats de l'économie, comme le rôle de la spéculation financière à court terme, l'importance des investissements immobiliers, et l'essor du secteur bancaire parallèle⁹³.

Parallèlement, les économistes de la mouvance keynésienne et post-keynésienne ont remis en question l'orthodoxie néoclassique en matière de politique budgétaire et monétaire. Ils mettent ainsi en avant l'importance d'une demande globale efficace pour déterminer la productivité et la croissance de la

production, ainsi que l'influence déterminante de l'incertitude sur les comportements économiques⁹⁴. Ils ont axé leurs travaux sur l'impulsion que donne la politique budgétaire à la croissance (notamment par l'intermédiaire de ses effets sur les attentes des entreprises), et sur les limites (et les effets inéquitables) de la politique monétaire. Or ces éclairages sont en partie intégrés à l'analyse économique qui prévaut aujourd'hui : il est désormais largement reconnu qu'une politique budgétaire plus active est à la fois nécessaire et souhaitable dans l'environnement actuel, caractérisé par des taux d'intérêts très bas et une politique monétaire à court de leviers à actionner⁹⁵. Contrairement à l'orthodoxie néoclassique, il a été démontré que des niveaux élevés d'emprunt et d'endettement publics ne peuvent être maintenus qu'à condition que le taux de croissance d'une économie (pouvant lui-même être stimulé par l'investissement public) soit supérieur au taux d'intérêt payé⁹⁶. L'investissement public peut encourager, et non dissuader, les financements privés⁹⁷. Les économistes post-keynésiens ont démontré comment la monnaie est créée de manière endogène par le crédit bancaire plutôt que par les banques centrales⁹⁸. Certains (qui s'inscrivent dans le courant de la « théorie monétaire moderne ») ont remis en cause le fondement même de la politique monétaire, en proposant de recourir au financement monétaire (« création de monnaie ») pour financer les dépenses publiques⁹⁹.

L'apparition de nouveaux types de modèles macroéconomiques est donc particulièrement cruciale. Les hypothèses irréalistes et les faibles capacités prédictives des modèles d'équilibre général dynamique stochastique (EGDS) utilisés par nombre de banques centrales et ministères des finances ont entraîné des questionnements quant à leurs « microfondations » néoclassiques, comme les attentes rationnelles et les agents représentatifs¹⁰⁰. Les nouveaux modèles intègrent différents types d'actifs financiers, sont en mesure de tenir compte des stocks mais aussi des flux, et permettent de formuler des hypothèses comportementales et institutionnelles plus réalistes, en prenant en considération le rôle déterminant des asymétries d'information et de l'incertitude, ainsi que la possibilité de chocs endogènes et de ruptures structurelles dans l'évolution de l'économie, comme les crises financières¹⁰¹.

L'environnement naturel. L'économie néoclassique envisage la dégradation de l'environnement comme une forme de défaillance du marché, où les biens environnementaux n'ont pas de prix défini. Elle cherche par conséquent à attribuer une valeur monétaire aux ressources environnementales ou aux dégâts qui leur sont causés, et à utiliser des taxes environnementales ou d'autres mécanismes incitatifs (comme les systèmes de permis négociable) pour « internaliser » les coûts externes et ainsi corriger la défaillance du marché¹⁰². Mais cette approche ne peut expliquer ou analyser pleinement la dégradation généralisée de l'environnement. Les économistes écologiques proposent une explication plus fondamentale¹⁰³. Ils ont en effet montré comment l'économie est en réalité un sous-ensemble des systèmes biophysiques de la terre : elle dépend de l'environnement naturel, lequel la fournit en ressources, assimile ses déchets, et fournit divers services nécessaires la vie comme le recyclage des éléments nutritifs et la régulation climatique. Ces processus sont régis par les principes de la thermodynamique, selon lesquels toutes les ressources sont transformées en déchets, sous une forme plus « entropique », ou désordonnée (et par conséquent souvent polluante). Les systèmes naturels ne se comportent pas de façon linéaire mais présentent une série de seuils et de « points de basculement » qui, s'ils sont dépassés, entraînent potentiellement des changements catastrophiques, parfois au niveau local, parfois (comme avec le changement climatique) à l'échelle mondiale.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'économie de l'environnement cherche à ramener l'économie dans les « limites de soutenabilité » de la terre ou les « limites planétaires », dans lesquelles les systèmes environnementaux se régénèrent naturellement¹⁰⁴. Cette démarche impliquera, non les changements à la marge que suppose la notion de défaillance du marché, mais une transformation des structures environnementales des économies modernes : la consommation d'énergie à base de carbone, les zones urbaines organisées autour du transport automobile, l'agriculture intensive, la surexploitation des sols et des forêts et la surpêche. Des instruments très divers seront nécessaires pour imprimer cet élan, notamment, mais en allant bien au-delà, les taxes environnementales¹⁰⁵. Cette démarche aura des

implications importantes pour la politique macroéconomique : il faudra en effet redéfinir la notion même de croissance économique¹⁰⁶.

Inégalités. Avec le creusement des inégalités ces dernières années, un nombre croissant d'économistes cherchent à définir l'ampleur du phénomène et à en comprendre à la fois les causes et les effets¹⁰⁷. Dans le cadre de leurs travaux, ils remettent en question certains des principes fondamentaux de l'approche néoclassique traditionnelle. Par exemple, il est apparu clairement que la libéralisation croissante des échanges internationaux n'apportait pas à l'économie dans son ensemble les avantages auxquels on s'attendait, en particulier pour les économies déjà ouvertes. Si l'intensification des échanges peut accroître le PIB, elle donne souvent lieu à une distribution très inéquitable des bénéfices, d'importants coûts économiques nets étant supportés par certains secteurs d'activité et les régions qui en dépendent¹⁰⁸. L'expérience vécue dans divers pays montre qu'une approche non libéralisée des politiques commerciales et industrielles, avec une intervention accrue des pouvoirs publics, peut avoir un impact beaucoup plus fort sur la croissance et la distribution de ses bienfaits¹⁰⁹.

Comme cela a déjà été noté, l'une des principales tendances des quarante dernières années dans de nombreux pays développés est la diminution de la part du revenu national qui est consacrée aux salaires et traitements (la « part du travail ») et la progression de la part qui revient aux propriétaires fonciers et aux détenteurs du capital¹¹⁰. Ce phénomène s'explique par la rentabilité grandissante du capital (à la fois les plus-values foncières et les bénéfices industriels et commerciaux) par rapport au taux de croissance de l'économie dans son ensemble, et par la capacité croissante des catégories à hauts revenus de capter les « rentes » non acquises ou les excédents de l'activité économique¹¹¹. Le pouvoir relatif des employeurs et des travailleurs sur les marchés du travail pour diverses catégories d'activités a ensuite amplifié les écarts de rémunération entre les travailleurs dans différentes professions¹¹². Le creusement des inégalités aurait des effets extrêmement négatifs sur l'ensemble de l'économie, notamment sur la productivité et la croissance économique et sur de nombreux indicateurs du bien-être individuel et social¹¹³.

Égalité femmes-hommes. L'une des dimensions persistantes des inégalités est celle fondée sur le sexe. Dans tous les pays, les femmes sont systématiquement sous-représentées dans les professions prestigieuses et bien rémunérées, et surreprésentées dans les professions peu valorisées et faiblement rémunérées¹¹⁴. Fondée sur la supposition orthodoxe de la 'rationalité économique', l'analyse économique néoclassique peine à en tenir compte. Les économistes féministes cherchent plutôt à localiser cette stratification femmes-hommes dans les structures plus profondes de la société où sont solidement enracinés les rôles et les pouvoirs relatifs des femmes et des hommes¹¹⁵. Des analyses comparables ont examiné la façon dont les minorités ethniques aussi connaissent une discrimination et une sous-représentation systématiques dans les professions prestigieuses et bien rémunérées, les racines de ce phénomène dans le passé colonial et esclavagiste des économies occidentales, et les liens entre les inégalités fondées sur le sexe, sur l'origine ethnique et sur la classe sociale¹¹⁶. Toute analyse des résultats des politiques publiques et économiques qui ne tient pas compte des aspects liés à la problématique femmes-hommes et à l'appartenance ethnique est simplement incomplète.

Une caractéristique essentielle de l'économie féministe est l'élargissement des limites de l'économie et de l'analyse économique. Ce champ d'étude a mis en avant le rôle crucial que joue le travail non rémunéré qu'est l'éducation des enfants, très largement effectué par les femmes, dans la perpétuation des processus et des structures de la société (« reproduction sociale »), et la façon dont cet aspect est systématiquement ignoré dans la comptabilité et l'analyse économiques traditionnelles. Cela vaut également pour d'autres formes de travail non rémunéré, comme les soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées, le bénévolat et d'autres travaux d'utilité sociale. Il est avancé que l'on ne peut pleinement appréhender le fonctionnement de l'économie, et son ancrage dans les structures et les relations sociales, que si l'on comprend la valeur économique produite par ces activités¹¹⁷.

L'éthique et le rôle de l'État. Les inégalités sous toutes leurs formes obligent à remettre en question le fondement éthique de l'analyse économique. Les partisans du cadre néoclassique traditionnel

majoritairement le présume éthiquement neutre, puisqu'il vise à maximiser le bien-être en tenant compte des goûts et des préférences des consommateurs ; il ne les juge pas¹¹⁸. Mais, dans la pratique, ces goûts et préférences dépendent considérablement de la distribution des revenus. Étant donné que les goûts et les préférences des individus évoluent à mesure qu'ils progressent sur l'échelle des revenus, une distribution différente génèrerait un schéma différent de l'activité économique, et ce, avant même de prendre en considération les revendications morales des générations futures¹¹⁹. Par conséquent, considérer la maximisation du bien-être dans le contexte actuel comme éthiquement « neutre » revient en pratique à accepter la distribution actuelle des revenus (y compris entre les générations). C'est pour cette raison que les philosophes économiques et les économistes politiques plaident en faveur d'une prise en compte plus honnête de la nature inévitablement éthique de l'analyse économique. Il en résulterait un débat public plus poussé sur la justice (ou l'injustice) des différentes dispositions et politiques économiques¹²⁰.

Ce point de vue préconise aussi de réexaminer le rôle de l'État dans la politique économique. Le modèle néoclassique présuppose que les marchés qui fonctionnent bien optimisent le bien-être général, et que l'intervention des pouvoirs publics est par conséquent justifiée pour corriger les défaillances du marché. Mais si les pouvoirs publics visent différents résultats éthiques, ils devront, pour les atteindre, s'investir davantage dans l'orientation, ou le pilotage, de l'activité économique en général. À travers les biens du service et de l'assistance publique, cela peut soutenir une forme de développement économique plus juste et plus productif. En effet, « corriger les défaillances du marché » ne suffira pas ; les marchés peuvent aussi être « façonnés » en vue de la réalisation d'objectifs fixés par les pouvoirs publics¹²¹.

Ces évolutions, survenues dans l'économie et l'économie politique ces dernières années (et il ne s'agit en aucun cas d'un compte rendu exhaustif), ont généré de nouvelles connaissances importantes sur le fonctionnement des économies modernes, et elles se sont largement appuyées sur de nouvelles données empiriques¹²². Les derniers prix Nobel d'économie ont, pour beaucoup, été décernés à des figures centrales dans ces domaines. Dans certains cas, les principaux enseignements sont désormais intégrés dans les théories et les modèles de l'école néoclassique, ce qui réduit les hypothèses simplistes et introduit des « frictions » ou diverses formes de nouvelles variables explicatives¹²³. Dans d'autres, ils exigent un renoncement plus fondamental ou un changement radical¹²⁴. Il en résulte, de manière générale, que l'analyse économique et le processus d'élaboration des politiques économiques sont désormais en mesure de s'appuyer sur des ensembles de données beaucoup plus riches et empiriques dans le domaine de la théorie économique et de l'économie politique que ce qui était la pratique habituelle de ces trente dernières années environ.

On ne recense (à ce jour) aucune théorie qui synthétise les enseignements de ces différentes écoles de pensée économique. Mais ce n'est pas parce qu'elles proposent des analyses fondamentalement divergentes. En effet, bien souvent, il existe d'importantes synergies entre elles, et des moyens puissants de les combiner. Les modèles macroéconomiques postkeynésiens, par exemple, intègrent divers enseignements économiques institutionnels. Les mesures visant à transformer les structures économiques qui nuisent à la viabilité écologique bénéficient de l'approche des économistes évolutionnistes et des économistes de l'innovation quant à la stratégie industrielle. Les enseignements de l'économie comportementale ont joué un rôle important dans la compréhension du fonctionnement pratique des marchés financiers. L'analyse de la problématique femmes-hommes a permis d'approfondir d'autres analyses des inégalités. Si l'on parvient à mieux comprendre comment est réparti le pouvoir dans la prise des décisions économiques, c'est l'ensemble du processus d'élaboration des politiques économiques qui s'en trouvera renforcé.

Nombreux sont les économistes qui travaillent dans le domaine des systèmes complexes à avoir explicitement établi de tels liens et à tenir compte des enseignements tirés d'analyses économiques très diverses. Leur but étant de comprendre de façon plus précise le comportement des agents économiques, mais aussi les résultats qui découlent de leurs interactions, ils ont utilisé diverses approches économiques susceptibles de les aider à dégager ces liens¹²⁵. Le vaste domaine de l'économie politique englobe de la

même façon diverses approches interdisciplinaires, s'appuyant sur des perspectives critiques de l'Histoire, la Sociologie, l'Anthropologie et d'autres domaines¹²⁶.

Ces dix dernières années, les conseils en politique économique et la formulation des politiques dans ce domaine se sont éloignés du simple modèle « orthodoxe » qui prévalait avant la crise financière. Mais la persistance de problèmes économiques graves et l'émergence de nouveaux enjeux indiquent que ce mouvement n'est pas encore allé suffisamment loin. De même, les nouveaux cadres de la pensée économique que nous avons présentés ici ont déjà commencé à pénétrer la théorie économique dominante, estompant parfois la distinction entre le courant majoritaire et la pensée hétérodoxe. Mais, une fois encore, cette démarche n'est pas allée suffisamment loin. De notre point de vue, il convient de persévérer dans ces deux voies. Les nouveaux modes d'analyse économique offrent une approche beaucoup plus vaste de l'élaboration des politiques économiques que le simple cadre néoclassique. Ils peuvent expliquer en partie pourquoi les politiques conventionnelles n'ont pas réussi à relever les multiples défis que rencontrent les pays de l'OCDE. Et ils permettent par conséquent d'ouvrir la voie à d'autres solutions susceptibles de mieux y parvenir. Il existe de multiples possibilités d'utiliser la nouvelle économie au service de politiques meilleures.

4. Nouvelles approches de la politique économique

Parallèlement à l'émergence des multiples problèmes et difficultés auxquels ont été confrontées les économies développées au cours des dix dernières années, de nombreuses nouvelles approches de la politique économique ont été élaborées pour y faire face. Elles visent à contribuer à la réalisation des nouveaux objectifs de l'élaboration de la politique économique exposés dans le chapitre 2, et nombre d'entre elles reposent sur les nouveaux cadres d'analyse économique décrits dans le chapitre 3. Certaines de ces approches ont été formalisées et sont déjà mises en œuvre par les pouvoirs publics ; d'autres sont actuellement examinées au sein de l'OCDE ; et d'autres encore ont été mises en avant par des établissements universitaires de recherche, des groupes de réflexion et autres organisations de la société civile¹²⁷. Nous mettons ici en exergue quelques exemples illustrant certains des principaux thèmes de ce rapport. Ils ne prétendent aucunement à l'exhaustivité. Dans chaque cas, il reste encore beaucoup de travail à accomplir pour affiner et adapter ces approches à la situation spécifique de chaque pays.

Ces approches reflètent deux enseignements essentiels. Le premier est que les difficultés aiguës auxquelles sont aujourd'hui confrontées les économies de l'OCDE ne pourront être surmontées au moyen de simples modifications progressives des politiques en place. Le fait que le fonctionnement de l'économie ne soit pas durable d'un point de vue environnemental, la faiblesse de l'investissement et la lenteur de la croissance de productivité, la montée des inégalités, le pouvoir des entreprises monopolistiques, la financiarisation grandissante et l'accélération de l'automatisation représentent des problèmes qui découlent tous des caractéristiques structurelles des économies modernes. Il faudra donc que les pouvoirs publics modifient plus en profondeur les types de politiques qu'ils utilisent en vue d'y remédier.

Pendant l'essentiel des quarante dernières années, l'approche dominante en matière d'élaboration de la politique économique a consisté dans la plupart des pays de l'OCDE à se focaliser sur « l'offre » – les autorités s'efforçant de veiller à ce que les conditions économiques, telles que les infrastructures disponibles, la politique de la concurrence et de la réglementation, ainsi que la formation de la main-d'œuvre et les incitations auxquelles elle est soumise, soient propices à l'investissement et à la croissance du secteur privé. La politique macroéconomique a été axée sur la maîtrise de l'inflation. Dans le même temps, les pouvoirs publics ont atténué certains des effets négatifs de la croissance *a posteriori* en procédant à une redistribution des revenus par le biais du système de prélèvements-prestations, ainsi qu'au moyen de différents instruments de politique sociale et environnementale. Parallèlement, le façonnage du cœur de l'économie – les modes d'investissement et les formes de production qui déterminent sa forme, sa direction et son échelle – a été abandonné dans une large mesure aux entreprises du secteur privé et à la finance.

Bien que les politiques de l'offre et les mesures d'atténuation demeurent extrêmement importantes, nous estimons qu'elles ne suffisent plus pour faire face aux problèmes économiques actuels. Nous devons prêter attention à la façon dont fonctionne le cœur même de l'économie. Car c'est dans les modes d'investissement et les formes de production eux-mêmes que prennent leur source les principaux problèmes et difficultés. Pour que soient atteints les nouveaux objectifs économiques que nous avons définis – durabilité environnementale, amélioration du bien-être, réduction des inégalités et renforcement de la résilience – il faut que nous les intégrions dès le départ dans les structures de l'économie, au lieu de nous contenter d'espérer leur concrétisation sous forme d'effets secondaires, ou de les ajouter après coup.

Par ailleurs, il est crucial que les politiques publiques soient élaborées de manière intégrée. Cela commence par l'adoption d'indicateurs de performances économiques et de bien-être permettant d'appréhender toute la palette des objectifs économiques et sociaux. Toutefois, comme nous l'avons souligné précédemment, cela n'est pas suffisant. Ces indicateurs doivent ensuite être liés à des politiques pouvant modifier les résultats obtenus au regard de ces objectifs – non seulement considérés individuellement, mais aussi dans leur globalité. On ne peut atteindre des objectifs multiples qu'en rompant avec le cloisonnement traditionnel qui caractérise l'élaboration des politiques économique et sociale, et en cernant les synergies à exploiter ainsi que les arbitrages à opérer entre les différents domaines de l'action

publique¹²⁸. Nous ne pouvons, par exemple, prendre des mesures en faveur de la durabilité environnementale qui accentuent les inégalités. Toute réforme du système financier destinée à réduire le risque systémique doit aussi contribuer à une plus large distribution de la richesse. La politique macroéconomique doit être circonscrite par les limites de la durabilité environnementale. Les dépenses publiques dans leur ensemble doivent être examinées sous l'angle de leur impact sur chacune des multiples dimensions du bien-être. Les responsables de l'action publique doivent tenir compte de ses effets tant sur le plan national qu'international. Les innovations institutionnelles du gouvernement seront donc davantage exigées. Rien de tout cela n'est aisé, mais toutes ces conditions doivent être réunies pour que nous puissions relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Les politiques axées sur la durabilité et la décarbonation sont peut-être celles qui posent le problème le plus aigu et le plus urgent à cet égard. Par le passé, la politique environnementale avait pour but d'atténuer les effets de certains produits et activités de production – par le biais de mesures de réglementation telles que l'application de normes en matière d'efficacité énergétique et de pollution et la protection d'espaces naturels. Il est cependant évident que ces mesures n'ont pas été suffisantes pour ramener à des niveaux durables la dégradation globale de l'environnement – en particulier, mais pas uniquement, dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre. Les responsables de l'action publique doivent donc maintenant se demander comment donner davantage de poids juridique et économique aux objectifs à long terme en matière de décarbonation et de durabilité, et comment les utiliser pour donner à l'investissement et à la production des formes plus durables et résilientes¹²⁹. Cela passe par un examen approfondi non seulement des options technologiques envisageables pour réduire radicalement l'impact des activités économiques sur l'environnement (dans des secteurs tels que l'énergie, les transports, le bâtiment, l'agriculture et l'industrie), mais aussi des habitudes de consommation et des modes de vie allant de pair avec ces options¹³⁰. Il faudra de toute évidence mettre fin à certaines activités¹³¹ – le subventionnement des combustibles fossiles, par exemple – et des stratégies de « transition juste » seront nécessaires pour assurer une restructuration équitable des secteurs à forte intensité de carbone et permettre aux personnes travaillant dans ces branches d'activité de se reconvertir dans d'autres emplois¹³². Pour faire de tels choix, il semble clair¹³³ que les pouvoirs publics devront s'engager dans des formes de planification sectorielle, de partenariat social et de consultation du public beaucoup plus poussées que celles pratiquées dans la plupart des cas au cours du passé récent.

La politique de l'innovation et la politique industrielle devront donc jouer un rôle crucial. Ces dernières années, un certain nombre de gouvernements et d'organismes publics ont repris à leur compte l'idée de politiques industrielle et de l'innovation « axées sur des missions »¹³³. Cette approche se fonde sur l'idée que le développement économique se caractérise à la fois par sa *direction* et par son rythme. L'action publique peut donc contribuer à orienter l'innovation vers la résolution des grands problèmes environnementaux et sociaux auxquels sont confrontées nos sociétés – tels que la décarbonation, la durabilité environnementale, la santé et la protection sociale, et l'inclusion numérique. En conjuguant des objectifs précis, la passation de marchés publics, des dépenses d'innovation et des investissements publics « patients », les pouvoirs publics peuvent mener une politique industrielle plus active pouvant contribuer à piloter l'économie, non seulement pour favoriser une amélioration des performances industrielles (ayant des retombées positives en termes de création d'emplois ainsi que de croissance des échanges et d'expansion régionale), mais aussi la réalisation d'objectifs sociaux et environnementaux. Dans la plupart des pays, une forte décentralisation de la politique régionale (caractérisée, par exemple, par des initiatives de « création de richesse collective » au niveau local¹³⁴) sera nécessaire pour garantir une plus grande équité géographique en matière de résultats obtenus.

De solides arguments militent en faveur d'une politique industrielle plus active étayée par une **politique macroéconomique** plus active. Les taux d'intérêt demeurant très bas et les politiques d'assouplissement quantitatif étant toujours en place, de nombreux économistes et institutions économiques reconnaissent maintenant que la politique budgétaire devra être utilisée afin de garantir que la demande globale soit suffisante pour créer de nouveaux emplois, en particulier en cas de fléchissement mondial de l'activité¹³⁵.

Bien que les niveaux d'endettement public demeurent élevés dans de nombreux pays, il est aujourd'hui largement admis que des emprunts publics destinés à financer des investissements étayant la croissance économique (axés, par exemple, sur les infrastructures, l'innovation et les services publics) peuvent être viables, dans la mesure où ils seront rentables *in fine*¹³⁶. Il convient de noter que de nombreux investissements publics étayant la croissance et la création d'emplois contribueront également à améliorer le bien-être des individus, ainsi que la cohésion sociale et la solidarité.

Améliorer la résilience de l'économie en renforçant la **réglementation financière** demeure une priorité importante. Bien que les règles applicables aux établissements financiers considérés isolément aient été durcies depuis la crise financière, de nombreux analystes soulignent que le système financier dans son ensemble reste fragile¹³⁷. Les responsables de l'action publique ont certes élaboré de nouvelles formes de réglementation macroprudentielle destinées à empêcher une croissance excessive du crédit, mais on ignore si elles sont suffisamment efficaces pour éviter qu'une autre crise ne se produise, l'expansion du secteur bancaire parallèle, qui échappe dans une large mesure à la réglementation, constituant à cet égard un point particulièrement préoccupant¹³⁸. Dans certains pays ont été lancés des appels à limiter la taille globale du secteur financier, afin de circonscrire ses effets négatifs sur les inégalités de rémunération et de patrimoine, sur l'appréciation des monnaies et sur l'attraction des talents¹³⁹. Il existe donc de solides raisons d'étudier la possibilité de réglementer de manière plus stricte les types d'actifs que peuvent détenir les établissements financiers, de pénaliser (*via* la réglementation ou la fiscalité) différentes formes d'activités financières à forte intensité de carbone, spéculatives et « non productives », et de favoriser l'investissement à long terme dans les secteurs productifs de l'économie¹⁴⁰. Dans certains pays, cela peut passer par des réformes du modèle de **gouvernance des entreprises** fondé sur la création de « valeur actionnariale » et du système de rémunération de leurs cadres dirigeants, qui, selon certaines analyses, a contribué à une focalisation excessive sur la rentabilité à court terme et à un recul de l'investissement à long terme¹⁴¹.

De manière plus générale, un intérêt grandissant est suscité par le rôle que pourrait jouer une réforme de la **politique de la concurrence** en termes d'encadrement de la croissance des entreprises dotées d'un grand pouvoir de monopole, en particulier sur les marchés numériques clés. Les régimes de concurrence diffèrent d'un pays à l'autre, mais le modèle orthodoxe consistant à apprécier dans une large mesure le jeu de la concurrence et le pouvoir de marché des entreprises à l'aune de leur impact sur les prix à la consommation est de plus en plus contesté¹⁴². Compte tenu de leur influence grandissante sur de nombreux aspects de l'existence humaine, allant des médias au respect de la vie privée en passant par le développement de l'intelligence artificielle, la structure et la réglementation des entreprises fondées sur des plateformes numériques retient tout particulièrement l'attention des pouvoirs publics¹⁴³. Cela devra être fait explicitement au niveau international ainsi qu'à l'échelon national. Par ailleurs, la façon dont les sociétés multinationales gèrent leurs chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment s'agissant de questions telles que les normes relatives au travail et à l'environnement, fait l'objet d'une surveillance de plus en plus étroite. Renforcer ces normes au moyen de nouvelles formes d'**accords commerciaux internationaux** constitue une approche riche de promesses¹⁴⁴. Il importera également de coordonner au niveau international les régimes d'**imposition des entreprises** pour garantir que les sociétés multinationales acquittent un montant équitable d'impôts dans les pays où elles exercent leurs activités (par exemple en répartissant leurs bénéfices mondiaux à proportion des chiffres d'affaires nationaux)¹⁴⁵.

Enclencher une dynamique de réduction des inégalités inhérentes aux structures et aux institutions de l'économie représente un véritable défi pour les responsables de l'action publique. Les mesures redistributives fondées sur les systèmes de prélèvements et de prestations demeurent certes vitales, notamment pour lutter contre la pauvreté persistante, mais des mesures « pré-distributives » s'imposent également pour s'attaquer aux causes complexes des inégalités¹⁴⁶. L'une d'entre elles réside dans la **propriété des richesses**, qui s'est concentrée dans de nombreux pays au cours des dix dernières années. Différentes approches assurant une plus large distribution des richesses sont actuellement à l'étude dans de nombreux endroits, notamment des mécanismes permettant d'élargir le champ de la propriété des

entreprises, des réformes de la propriété foncière et des marchés du logement, ainsi que la création de « fonds souverains citoyens »¹⁴⁷. Nombreux sont également ceux qui considèrent que la patrimoine, et les revenus du patrimoine, doivent être mieux taxés¹⁴⁸.

Pour réduire les inégalités, il faudra accorder une attention particulière aux **politiques du marché du travail**. La diminution de la part des traitements et salaires dans le revenu national (par rapport à celle du capital) observée au cours des dernières décennies correspond à une diminution du pouvoir effectif de négociation des travailleurs, en particulier de ceux qui occupent des emplois peu qualifiés. Pour inverser cette tendance, il faudrait adopter un large éventail de mesures : revaloriser les salaires minimums ; améliorer l'accès des syndicats aux travailleurs, en particulier dans les petites entreprises ; améliorer la réglementation des contrats et des conditions de travail, notamment s'agissant des emplois précaires de l'« économie à la tâche » ; mettre en place des mécanismes de participation des salariés aux bénéfices ; améliorer l'offre de services d'accueil des jeunes enfants ; et renforcer le rôle de la négociation collective, en particulier au niveau sectoriel¹⁴⁹.

Les négociations collectives seront tout particulièrement important pour piloter et gérer le processus d'automatisation, en veillant à ce que les fruits de l'augmentation de la productivité ne soient pas uniquement récoltés par les détenteurs du capital, et que les salariés en bénéficient aussi¹⁵⁰. Comme les deux processus d'automatisation et de décarbonisation ont l'effet de redistribué les opportunités d'emploi, le rôle joué à cet égard par les dispositifs publics de « garantie d'emploi »¹⁵¹, mis en place pour faciliter la transition, suscite un intérêt grandissant. Les politiques sociales de « flexisécurité » conjuguant flexibilité pour les employeurs et sécurité des revenus pour les travailleurs peuvent aussi occuper une place importante¹⁵². Dans certains milieux, l'idée d'un « revenu de base universel » exerce un attrait croissant pour la même raison¹⁵³. D'autres proposent un système de « services de base universels », recouvrant l'éducation, les soins de santé, le logement et les transports¹⁵⁴. Des mesures systématiques seront nécessaires pour mettre fin à la discrimination contre les femmes, les minorités ethniques et autres groupes minoritaires dans de nombreux pays, ainsi que pour accroître les investissements dans les services d'éducation et d'accueil des jeunes enfants. L'investissement perpétuel dans l'enseignement et l'entraînement des compétences deviendra de plus en plus vitale¹⁵⁵. Peut-être de manière plus radicale, il existe un intérêt grandissant pour la réduction potentielle des heures de travail pour saisir les gains de haute productivité par l'amélioration du bien-être plutôt que la simple hausse de consommation.¹⁵⁶

Le but de chacun de ces types d'approche – sachant que cette liste n'a bien sûr rien d'exhaustif – est de contribuer à modifier la structure des économies, afin que leur dynamique interne joue en faveur de la réalisation des objectifs de durabilité environnementale, d'amélioration du bien-être, de réduction des inégalités et de renforcement de la résilience. Au lieu d'ajouter des mesures devant aller à contre-courant de la dynamique dominante du système économique, les pouvoirs publics devraient avoir pour but de modifier la façon dont fonctionne le cœur de l'économie, afin que la réalisation de ces objectifs soit la principale résultante de ce fonctionnement.

Cette démarche ne doit pas se limiter au périmètre national mais avoir une dimension internationale. Dans une économie mondiale complexe et interconnectée, un pays ne peut atteindre isolément l'objectif que constitue le progrès économique et social. Des règles mondiales, multilatérales sont nécessaires pour empêcher les crises financières, lutter contre la fraude fiscale et le blanchiment de capitaux, s'attaquer à la dimension mondiale du changement climatique et de la dégradation de l'environnement, imposer des normes relatives au travail dans le cadre des chaînes d'approvisionnement internationales, et réorienter la répartition des ressources mondiales en faveur des pays et des personnes les plus pauvres. Un nouveau régime de gouvernance mondiale s'impose de toute urgence¹⁵⁷.

Nous ne nous faisons aucune illusion quant à la facilité où la rapidité de telles évolutions des politiques publiques. Elles exigeront des réformes institutionnelles importantes. De nombreux intérêts catégoriels s'y opposeront – la résistance des acteurs économiques influents en place constitue naturellement une raison majeure pour laquelle n'ont pas été mises en œuvre des politiques plus équitables et durables au cours

des dix dernières années et auparavant. Nous sommes donc conscients du fait que le problème posé aux responsables de l'action publique est tout autant de nature politique qu'économique. Dans certains pays, sa résolution pourrait exiger des innovations en matière de pratique démocratique et de modalités d'élaboration des politiques publiques, destinées par exemple à ouvrir ces processus à des consultations et à une participation plus larges¹⁵⁸.

Il se pourrait également que l'État soit contraint d'assumer un rôle nouveau. Au cours des dernières années, un certain nombre de praticiens et de commentateurs se sont efforcés de déterminer comment les gouvernements modernes pouvaient offrir davantage qu'un système de protection à leurs citoyens, en les dotant d'atouts et de compétences permettant non seulement de lever les obstacles qui limitent les possibilités offertes aux individus, mais aussi de leur donner la capacité d'exploiter ces possibilités¹⁵⁹. Dans le même temps, les États doivent jouer davantage un rôle d'entrepreneur, en s'efforçant de façonner les marchés et de piloter le processus d'évolution économique, au lieu de se contenter de corriger les défaillances de ces marchés. Un tel État vecteur d'autonomisation et entrepreneur permettrait l'élaboration d'un nouveau type de contrat social – une nouvelle relation entre l'État, les entreprises, la société civile et les citoyens¹⁶⁰. Il sera difficile de gérer les processus de décarbonation et d'automatisation, par exemple, sans un tel accord explicite sur la façon dont les risques et les avantages seront partagés. Ces processus prendront des formes distinctes dans les différents pays, car malgré la mondialisation, chacun d'eux conserve une histoire, des cultures et des institutions qui lui sont propres, et il n'existe pas de modèle universel. Néanmoins, il faudra sans aucun doute partout du courage et de l'imagination politiques pour y faire face.

5. Conclusion

Pour venir à bout des graves défis et problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, le maintien du statu quo n'est pas envisageable. Dans un monde d'une extraordinaire complexité et dans un climat de profonde incertitude, il serait aberrant de prétendre que les solutions sont simples. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'est pas dans le pouvoir de nos sociétés de trouver ces solutions.

Il y a dix ans, la crise financière a non seulement bouleversé le système économique mondial, mais a aussi entamé la foi en l'aptitude de nos responsables publics à la gérer. Au cours de la décennie qui s'est écoulée, d'importants changements sont intervenus. L'analyse économique s'est affinée, et de nouvelles approches de l'élaboration des politiques publiques et des conseils en matière d'action publique ont été adoptées – pour nombre d'entre elles sous les auspices de l'OCDE.

Face à l'ampleur des problèmes à résoudre, nous devons reconnaître que ces processus n'ont pas encore été menés assez loin. Les responsables de l'action publique continuent de recourir aux modèles économiques d'avant la crise, même s'ils ont été modifiés et améliorés, et aux mesures d'accompagnement dont ils sont traditionnellement assortis. Nous croyons qu'il est indispensable de revoir fondamentalement nos modes de pensée.

Nous avons tenté dans ce rapport d'exposer comment cela pouvait être fait. Il s'agit de définir un nouvel ensemble d'objectifs et de mesures du progrès économique et social, d'établir de nouveaux cadres d'analyse économique, et d'élaborer des politiques d'un nouveau type.

Ce ne sont pas des moyens nouveaux au sens « original » du terme : au contraire, notre argumentation tient pour une bonne part à ce que nous nous contentons de rassembler des idées bien établies portées par nombre d'auteurs et s'inscrivant dans des courants intellectuels importants. Ce que nous faisons valoir, c'est que ces idées offrent une alternative à l'approche de la politique économique qui a dominé la scène dans les pays de l'OCDE pendant une quarantaine d'années.

L'idée critique, le fil rouge, qui parcourt cet essai, est que l'économie et les politiques économiques doivent correctement comprendre la socialité de la vie humaine. Les êtres ne sont pas des optimiseurs individuels d'utilité du mythe économique orthodoxe : ils ont des préférences multidimensionnelles and des éthiques formées dans un réglage sociétal et culturel. Par conséquent, il y a une interaction réfléchie entre les décisions individuelles économiques et les forces sociétales, interaction qui se résorbe d'elle-même par les institutions sociales et à travers les processus politiques. Cela signifie que notre conception du progrès économique doit s'étendre par-delà la prospérité matérielle et individuelle pour inclure des indicateurs de bien être, de cohésion, de responsabilisation et de limites environnementales de l'activité humaine. Nos cadres d'analyses économiques doivent reconnaître le contexte social, historique, politique et environnemental des comportements économiques et la boucle de rétroaction entre les décisions individuelles et les dynamiques sociétales. Notre approche des politiques doit dépasser les instruments traditionnels des politiques économiques pour inclure une réforme des institutions, des politiques sociales et du discours politique.

Nous ne prétendons pas avoir présenté un modèle abouti et cohérent qu'il suffirait de mettre en pratique. Le travail à accomplir est encore long. Il est cependant évident que nombre de ces idées commencent à être adoptées, même si leurs implications profondes ne sont pas encore reconnues. L'OCDE, notamment par le biais de son initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques, a joué un rôle important dans ce processus. La tâche maintenant, de notre point de vue, est de passer de la parole aux actes.

Il est vertigineux pour les responsables de la politique économique d'envisager un tournant radical dans leurs pratiques. Mais des changements de ce type ont déjà eu lieu à deux reprises au cours du siècle précédent . Dans les années 40, au lendemain du crash de 29 et de la Grande Dépression, la politique du laissez-faire représentative de l'orthodoxie économique qui avait dominé l'analyse et les politiques

économiques au cours de la période précédente, a été abandonnée. La théorie économique keynésienne a apporté des moyens plus efficaces de comprendre comment les économies pouvaient être relancées, et la politique du plein emploi et de l'État-providence ont recueilli une large adhésion de la part de toutes les sensibilités politiques. Mais le consensus d'après-guerre lui-même a fait long feu au moment des crises des années 70, et a lui aussi été mis au rebut. Le modèle « néo-libéral » du libre-échange élaboré par des économistes comme Milton Friedman et Friedrich Hayek a semblé permettre une meilleure analyse économique et donner lieu à des politiques plus dynamiques. Adoptées initialement (et de la façon la plus poussée) aux États-Unis et au Royaume-Uni par l'administration Reagan et le gouvernement de Margaret Thatcher, ce modèle d'économie de marché, sous diverses formes, a finalement été appliqué largement dans la zone OCDE au cours des décennies qui ont suivi.

Les spécialistes des sciences sociales qualifient ces moments de rupture de « changements de paradigme » – des périodes au cours desquelles l'ancienne orthodoxie n'est plus capable de fournir des explications ou d'apporter des solutions aux crises et aux raisons qui les ont déclenchées, et de nouvelles approches viennent remplacer les anciens modèles. Plus d'une décennie après le crash financier, alors que l'économie mondiale et de nombreux citoyens des pays de l'OCDE doivent faire face à des crises diverses, notre argument est simple : l'heure est venue d'un nouveau changement de paradigme. Les cadres et les politiques qui ont dominé le paysage au cours des dernières décennies ne sont plus capables de porter remède aux problèmes et aux défis du monde d'aujourd'hui. Ce qu'il nous faut ce n'est plus tant une évolution par paliers qu'une mutation profonde.

La tâche ne sera pas aisée. Aucune prescription ne constitue une panacée. Chaque pays est différent, et chacun voudra suivre son propre chemin. Mais nous sommes stupéfaits devant la richesse des éclairages et des raisonnements que l'on peut observer aujourd'hui dans le domaine de l'enseignement de l'économie et de l'élaboration des politiques économiques, à partir desquels il est possible de dégager des solutions. Nous pensons que l'OCDE a un rôle critique à jouer dans la compréhension simultanée et le débat de ces nouvelles approches. Nous félicitons l'OCDE pour le rôle vital qu'elle joue dans ce domaine depuis quelques années, et nous lui recommandons vivement de continuer d'engager ses États Membres et la communauté mondiale économique et politique à poursuivre le débat sur ces nouvelles approches et à continuer de leur donner forme et à en soutenir la mise en œuvre. L'enjeu ne pourrait être plus grave.

Références

¹ GIEC (2018), *Special Report on Global Warming of 1.5°C*, Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, <https://www.ipcc.ch/sr15/>.

² PNUE (2019), *Global Environment Outlook 6*, Programme des Nations Unies pour l'environnement, <https://www.unenvironment.org/fr/resources/lavenir-de-lenvironnement-mondial-geo6>. Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (2019), *Global Assessment Report on Biodiversity and Ecosystem Services*, <https://www.ipbes.net/global-assessment-report-biodiversity-ecosystem-services>.

³ <http://www.oecd.org/fr/emploi/avenir-du-travail/>.

⁴ OCDE (2019), *An Introduction to Online Platforms and Their Role in the Digital Transformation*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/53e5f593-en>. OCDE (2018), *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2017*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264282483-fr>. Zuboff, S. (2019), *The Age of Surveillance Capitalism*, PublicAffairs / Profile Books.

⁵ Helbing, D. (dir. pub.) (2019), *Towards Digital Enlightenment*, Springer. Margolis, M. et G. Moreno-Riaño (2016), *The Prospect of Internet Democracy*, Routledge. O'Keeffe, G.S. et K. Clarke-Pearson (2011), « The impact of social media on children, adolescents, and families », *Pediatrics*, vol. 127, n° 4, pp. 800-804.

⁶ Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce (2019), *Global Value Chain Development Report 2019: Technological Innovation, Supply Chain Trade, and Workers in a Globalized World*, Groupe de la Banque mondiale, <http://documents.worldbank.org/curated/en/384161555079173489/Global-Value-Chain-Development-Report-2019-Technological-Innovation-Supply-Chain-Trade-and-Workers-in-a-Globalized-World>.

⁷ Cournède, B., O. Denk et P. Hoeller (2015), « Finance and Inclusive Growth », *OECD Economic Policy Papers*, n° 14, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/5js06pbhf28s-en>.

⁸ Agénor, P.R. et L.A. Pereira da Silva (2019), « Global banking, financial spillovers, and macroprudential policy coordination », *BIS Working Papers*, n° 764, <https://www.bis.org/publ/work764.htm>. Buchak, G. et al. (2018), « Fintech, regulatory arbitrage, and the rise of shadow banks », *Journal of Financial Economics*, vol. 130, n° 3, pp. 453-483.

⁹ OCDE (2019), « Adapting to demographic change », document préparé pour le Groupe de travail sur l'emploi du G20, 25-27 février 2019, Tokyo, <http://www.oecd.org/g20/summits/osaka/OECD-Ageing-and-Demographic-change-G20-JPN.pdf>. OCDE (2018), *Perspectives des migrations internationales 2018*, Éditions OCDE, https://doi.org/10.1787/migr_outlook-2018-fr.

¹⁰ OCDE (2019), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2019, Numéro 1*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/0a0e3904-fr>.

¹¹ OCDE (2019), *Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), <https://doi.org/10.1787/data-00619-fr>; <https://doi.org/10.1787/f54eea03-en>.

¹² OCDE (2019), « Transformation numérique et productivité : une histoire de complémentarités », in *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2019, Numéro 1*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/a70d94ba-fr>.

¹³ Alvaredo, F. et al. (dir. pub.) (2018), *World Inequality Report 2018*, Belknap Press, <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf>.

¹⁴ OCDE (2019), « Taux de chômage » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/c8ee62ed-fr> (consulté le 8 juillet 2019). OCDE (2019), « Taux de chômage des jeunes » (indicateur), <https://doi.org/10.1787/849df84c-fr> (consulté le 8 juillet 2019).

¹⁵ OCDE (2019), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2019 : L'avenir du travail*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/b7e9e205-fr>.

¹⁶ OCDE (2019), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2018*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/g2g9ed68-fr>. OECD (2019), *Under Pressure: The Squeezed Middle Class*, OECD Publishing, <https://doi.org/10.1787/689afed1-en>.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ OCDE (2017), *Trust and Public Policy: How Better Governance Can Help Rebuild Public Trust*, Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264268920-en>.

¹⁹ Ibid.

²⁰ Banque mondiale, GovData 306 Social cohesion (trust in others), <https://govdata360.worldbank.org/subtopics/hfd8e0e0f>.

²¹ Snower, D.J. (2018), « Beyond capital and wealth », *Economics*, vol. 12, n° 2018-21, pp. 1-10.

²² Rodrik, D. (2018), « Populism and the economics of globalization », *Journal of International Business Policy*, vol. 1, n° 1-2, pp. 12-33, <https://doi.org/10.1057/s42214-018-0001-4>. Hopkin, J. et M. Blyth (2019), « The global economics of European populism: growth regimes and party system change in Europe », *Government and Opposition*, vol. 54, n° 2, pp. 193-225, <https://doi.org/10.1017/gov.2018.43>.

²³ Teulings, C. et R. Baldwin (dir. pub.) (2014), *Secular Stagnation: Facts, Causes and Cures*, Vox/CEPR, <https://voxeu.org/content/secular-stagnation-facts-causes-and-cures>.

- ²⁴ The Economist (2018), *The next recession*, 11 octobre 2018, <https://www.economist.com/leaders/2018/10/11/the-next-recession>.
- ²⁵ OCDE (2019), *Going Digital: Shaping Policies, Improving Lives*, Éditions OCDE, <https://www.oecd.org/going-digital/going-digital-shaping-policies-improving-lives-9789264312012-en.htm>. Unger, R.M. (2019), *The Knowledge Economy*, Verso. Haskel, J. et S. Westlake (2017), *Capitalism Without Capital: The Rise of the Intangible Economy*, Princeton University Press.
- ²⁶ FMI (2018), *Global Financial Stability Report 2018*, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/en/Publications/GFSR/Issues/2018/09/25/Global-Financial-Stability-Report-October-2018>.
- ²⁷ Williamson, J. (2004), *A short history of the Washington Consensus*, Peterson Institute for International Economics, <https://www.piie.com/publications/papers/williamson0204.pdf>.
- ²⁸ Ostry, J.D., P. Loungani et D. Ferceri (2016), « Le néolibéralisme est-il surfait ? », *Finances & Développement*, FMI, vol. 53, n° 2, pp. 38-41, <https://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2016/06/pdf/fd0616f.pdf>.
- ²⁹ <https://www.oecd.org/naec/>.
- ³⁰ OCDE (2018), *Éléments d'un nouveau discours autour de la croissance*, Projet de rapport, [http://www.oecd.org/naec/SG_NAEC\(2018\)1_Elements%20for%20a%20new%20growth%20narrative_FR.pdf](http://www.oecd.org/naec/SG_NAEC(2018)1_Elements%20for%20a%20new%20growth%20narrative_FR.pdf). OCDE (2017), *New Approaches to Economic Challenges Towards a New Narrative*, projet pour consultation, <http://www.oecd.org/naec/OSG%20NAEC%20Forum%20report.pdf>. OCDE (2015), *Rapport de synthèse final NAEC : nouvelles approches face aux défis économiques*, <http://www.oecd.org/fr/economie/Rapport-de-synthese-final-NAEC-CMIN2015-2.pdf>. OCDE (2014), *Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC)*, Synthèse, [https://one.oecd.org/document/C/MIN\(2014\)2/fr/pdf](https://one.oecd.org/document/C/MIN(2014)2/fr/pdf). OCDE (2013), *Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC), synthèse et mise à jour*, [https://www.oecd.org/fr/rcm/C-MIN\(2013\)23-FRE.pdf](https://www.oecd.org/fr/rcm/C-MIN(2013)23-FRE.pdf).
- ³¹ CNUCED (2012), « Chapitre 3 : Évolution et dimensions des inégalités de revenu », in *Rapport sur le commerce et le développement 2012*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/trd2012_fr.pdf.
- ³² Dinda, S. (2004), « Environmental Kuznets curve hypothesis: a survey », *Ecological Economics*, vol. 49, n° 4, pp. 431-455.
- ³³ Dao, M.C. et al. (2017), « Les causes du déclin de la part des revenus du travail », IMFBlog, <https://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/041017fa.htm>.
- ³⁴ World Inequality Database, https://wid.world/fr/monde/#sptinc_p99p100_z/US;FR;DE;CN;ZA;GB;WO/last/eu/k/p/yearly/s/false/5.487/30/curve/false/country. Alvaredo, F. et al. (dir. pub.) (2018), *Rapport sur les inégalités mondiales 2018*, Seuil.
- ³⁵ OCDE (2019), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2018*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/g2q9ed68-fr>.
- ³⁶ OCDE (2019), « Taux de pauvreté » (indicateur), <https://data.oecd.org/inequality/taux-de-pauvrete.htm>.
- ³⁷ OECD (2019), *Under Pressure: The Squeezed Middle Class*, OECD Publishing. <https://doi.org/10.1787/689afed1-en> Boarini, R., A. Kolev et J.A. McGregor (2014), « Measuring well-being and progress in countries at different stages of development: Towards a more universal conceptual framework », *Documents de travail du Centre de développement de l'OCDE*, n° 325, Éditions OCDE, www.oecd-ilibrary.org/development/oecd-development-centre-working-papers_18151949. Helliwell, J.F., R. Layard et J. Sachs (2012), *World Happiness Report 2012*, <https://worldhappiness.report/ed/2012/>.
- ³⁸ Stiglitz, J., J.-P. Fitoussi et M. Durand (2018), *Beyond GDP: Measuring What Counts for Economic and Social Performance*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264307292-en>.
- ³⁹ PNUE (2019), *Global Environment Outlook 6*, Programme des Nations Unies pour l'environnement, <https://www.unenvironment.org/resources/global-environment-outlook-6>.

- ⁴⁰ OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264235519-fr>. Berg A. et J. Ostry (2011), *Inequality and sustainable growth: two sides of the same coin?* Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Inequality-and-Unsustainable-Growth-Two-Sides-of-the-Same-Coin-24686>. Cingano, F. (2014), « Trends in Income Inequality and its Impact on Economic Growth », *Documents de travail de l'OCDE sur les questions sociales, l'emploi et les migrations*, n° 163, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/5jxrjncwv6j-en>. Ostry J., A. Berg et C. Tsangarides (2014), *Redistribution, inequality and growth*, Fonds monétaire international, <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Redistribution-Inequality-and-Growth-41291>.
- ⁴¹ OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264235519-fr>. Boushey, H. (2019), *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*, Harvard University Press.
- ⁴² OCDE (2018), *L'articulation entre productivité et inclusivité*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264293021-fr>.
- ⁴³ Dabla-Norris, E. et al. (2015), *Causes and consequences of income inequality: a global perspective*, IMF Staff Discussion Notes n° 15/13, <https://www.imf.org/en/Publications/Staff-Discussion-Notes/Issues/2016/12/31/Causes-and-Consequences-of-Income-Inequality-A-Global-Perspective-42986>.
- ⁴⁴ Berg A. et al. (2018), « Redistribution, inequality, and growth: new evidence », *Journal of Economic Growth*, vol. 23, n° 6, pp. 259-305.
- ⁴⁵ Boushey, H. (2019), *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*, Harvard University Press.
- ⁴⁶ Berg A. et al. (2018), « Redistribution, inequality, and growth: new evidence », *Journal of Economic Growth*, vol. 23, n° 6, pp. 259-305.
- ⁴⁷ Wilkinson, R. et K. Pickett (2013), *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Les petits matins. Wilkinson, R. et K. Pickett (2019), *Pour vivre heureux, vivons égaux*, Les liens qui libèrent.
- ⁴⁸ Helliwell, J.F., R. Layard et J. Sachs (2019), *World Happiness Report 2019*, <https://worldhappiness.report/ed/2019/>. Helliwell, J.F., H. Huang et S. Wang (2017), « Chapter 2: The social foundations of world happiness », in *World Happiness Report 2017*, <https://worldhappiness.report/ed/2017/>.
- ⁴⁹ Banque mondiale (2012), *Inclusive Green Growth: The Pathway to Sustainable Development*, Washington, D.C., Banque mondiale, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/6058>. PNUE (2011), *Towards a Green Economy: Pathways to Sustainable Development and Poverty Eradication*, Programme des Nations Unies pour l'environnement, https://www.cbd.int/financial/doc/green_economyreport2011.pdf.
- ⁵⁰ Bowen, A. et K. Kuralbayeva, (2015), *Looking for green jobs: the impact of green growth on employment*, Grantham Research Institute on Climate Change and Environment and Global Green Growth Institute Policy Brief, http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2015/03/Looking-for-green-jobs_the-impact-of-green-growth-on-employment.pdf.
- ⁵¹ Commission des entreprises et du développement durable (2017), *Better Business, Better World*, http://report.businesscommission.org/uploads/BetterBiz-BetterWorld_170215_012417.pdf. Webster, K. (2017), *The Circular Economy: A Wealth of Flows*, Ellen MacArthur Foundation, 2^e édition.
- ⁵² Hickel, J. et G. Kallis (2019), « Is Green Growth Possible? », *New Political Economy*, pp. 1-18, <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1598964>. Institute for New Economic Thinking (2019), *Is Green Growth Possible: A Debate*, <https://www.ineteconomics.org/perspectives/collections/is-green-growth-possible-a-debate>.
- ⁵³ Jackson, T. (2017), *Prosperité sans croissance : Les fondations pour l'économie de demain*, De Boek Supérieur, 2^e édition.

⁵⁴ McGregor, J.A. (2014) Poverty, wellbeing, and sustainability. In Neumayer, E, et al. (eds.), *The Handbook of Sustainable Development*, Edward Elgar.

⁵⁵ OCDE (2018), *Opportunities for All: A Framework for Policy Action on Inclusive Growth*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264301665-en>. OCDE (2011), *Vers une croissance verte : Résumé à l'intention des décideurs*, Éditions OCDE, <http://www.oecd.org/fr/croissanceverte/48537006.pdf>.

⁵⁶ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>.

⁵⁷ Hay, C., T. Hunt et J.A. McGregor (2019), *Exploring the paradoxes of inclusive growth: towards a developmental, multilateral and multidimensional approach*, Sheffield Political Economy Research Institute, <http://speri.dept.shef.ac.uk/wp-content/uploads/2019/07/Exploring-the-paradoxes-of-inclusive-growth-towards-a-developmental-multilateral-and-multidimensional-approach-2.pdf>.

⁵⁸ Stiglitz J., A. Sen, et J.-P. Fitoussi (2009), *Richesse des nations et bien-être des individus, Performances économiques et progrès social Tome 1*, Odile Jacob. Coyle, D. (2014), *GDP: A Brief but Affectionate History*, Princeton University Press.

⁵⁹ <https://www.oecd.org/fr/statistiques/initiative-vivre-mieux.htm>.

⁶⁰ OCDE (2019), « Indicateur du vivre mieux », <http://www.oecdbetterlifeindex.org/fr/>. Stiglitz, J., J.-P. Fitoussi et M. Durand (dir. pub.) (2018), *For Good Measure: Advancing Research on Well-being Metrics Beyond GDP*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264307278-en>.

⁶¹ Alvaredo, F. et al. (2018), « Distributional national accounts », in Stiglitz, J., J.-P. Fitoussi et M. Durand (dir. pub.), *For Good Measure: Advancing Research on Well-being Metrics Beyond GDP*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264307278-en>.

⁶² Gouvernement de Nouvelle-Zélande (2019), *The Wellbeing Budget 2019*, <https://treasury.govt.nz/publications/wellbeing-budget/wellbeing-budget-2019-html>. Scottish Government (2019), *National Performance Framework*. <https://nationalperformance.gov.scot/>

⁶³ Hay, C., T. Hunt et J.A. McGregor (2019), *Exploring the paradoxes of inclusive growth: towards a developmental, multilateral and multidimensional approach*, Sheffield Political Economy Research Institute, <http://speri.dept.shef.ac.uk/wp-content/uploads/2019/07/Exploring-the-paradoxes-of-inclusive-growth-towards-a-developmental-multilateral-and-multidimensional-approach-2.pdf>.

⁶⁴ Oxford Review of Economic Policy (2018), *Rebuilding Macroeconomic Theory*, vol. 34, n° 1-2.

⁶⁵ Goodfriend, M. et R.G. King (1997), « The new neoclassical synthesis and the role of monetary policy », in Bernanke, B. et J. Rotemberg (dir. pub.), *NBER Macroeconomics Annual*, MIT Press, pp. 231–82.

⁶⁶ Blyth, M. (2013), Paradigms and paradox: The politics of economic ideas in two moments of crisis, *Governance*, vol. 26, n° 2, pp. 197-215. Blyth, M., et B. Mark (2002), *Great Transformations: Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, Cambridge University Press.

⁶⁷ Wolf, M. (2014), *The Shifts and the Shocks: How the Financial Crisis Has Changed Our Future*, Penguin.

⁶⁸ Fox, J. (2016), « How economics went from theory to data », *Bloomberg Opinion*, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2016-01-06/how-economics-went-from-theory-to-data>. Hamermesh, D.S. (2013), « Six decades of top economics publishing: who and how? », *Journal of Economic Literature*, vol. 51, n° 1, pp. 162-72.

⁶⁹ Oxford Review of Economic Policy (2018), *Rebuilding Macroeconomic Theory*, vol. 34, n° 1-2.

⁷⁰ Skidelsky, R. (2016), Economists versus the economy, *Project Syndicate*, 23 décembre, <https://www.project-syndicate.org/commentary/mathematical-economics-training-too-narrow-by-robert-skidelsky-2016>. Guardian (2017), « Chief economist of Bank of England admits errors in Brexit forecasting », 5 janvier, <https://www.theguardian.com/business/2017/jan/05/chief-economist-of-bank-of-england-admits-errors>. Romer, P. (2016), *The Trouble with Macroeconomics*, Stern School of Business, New York University, <https://economicsociologydotorg.files.wordpress.com/2018/10/the-trouble-with-macroeconomics-paul-romer.pdf>. Rodrik, D. (2015). *Economics Rules: The Rights and Wrongs of the Dismal Science*, W. W. Norton & Co.

⁷¹ Banque des règlements internationaux (2018), « Chapitre 4 : Dispositifs macroprudentiels : état des lieux et perspectives », in *Rapport économique annuel*, https://www.bis.org/publ/arpdf/ar2018_4_fr.htm.

⁷² Rodrik, D. (2017), *Straight Talk on Trade: Ideas for a Sane World Economy*, Princeton University Press.

⁷³ OCDE (2018), *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr>. Morel, N. et B. Palier (dir. pub.) (2011), *Towards a Social Investment Welfare State? Ideas, Policies and Challenges*, Policy Press.

⁷⁴ Consulter par exemple les travaux compilés par l'Institute for New Economic Thinking, <https://www.ineteconomics.org/>.

⁷⁵ Pour une étude des courants de pensée économique hétérodoxes, voir Fischer, L. et al. (dir. pub.) (2018), *Rethinking Economics: An Introduction to Pluralist Economics*, Routledge. Mearman, A., S. Berger et D. Guizzo (dir. pub.) (2019), *What is Heterodox Economics?*, Routledge.

⁷⁶ Consulter par exemple Simon, H.A. (1955), « A Behavioral Model of Rational Choice », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 69, n° 1, pp. 99–118. Kahneman, D. (2011), *Thinking: Fast and Slow*, Allen Lane. Camerer, C., G. Loewenstein et M. Rabin (dir. pub.) (2004), *Advances in Behavioral Economics*, Princeton University Press. Thaler, R. (2015), *Misbehaving: How Economics Became Behavioral*, Allen Lane. Thaler, R. et C. Sunstein (2008), *Nudge: Improving Decisions About Health, Wealth and Happiness*, Penguin.

⁷⁷ Consulter par exemple Ariely, D (2008), *Predictably Irrational: The Hidden Forces That Shape Our Decisions*, Harper Collins. Bowles, S. et H. Gintis (2013), *A Cooperative Species: Human Reciprocity and Its Evolution*, Princeton University Press. Sandel, M.J. (2013), « Market reasoning as moral reasoning: why economists should re-engage with political philosophy », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 27, n° 4, pp. 121-40. Granovetter, J. (1997), *Society and Economy: The Social Construction of Economic Institutions*, Harvard University Press.

⁷⁸ McGregor, J.A. and Pouw, N. (2017). Towards an economics of wellbeing: what would economics look like if it were focused on human wellbeing? *Cambridge Journal of Economics*, 41 (4), 1123–1142.

⁷⁹ Shiller, R.J. (2019), *Narrative Economics: How Stories Go Viral and Drive Major Economic Events*, Princeton University Press. Snower, D.J. et G.A. Akerlof (2016), *Bread and Bullet*, Discussion Paper n° DP11132, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2766423##.

⁸⁰ Consulter par exemple Furubotn, E.G. et R. Richter (1997), *Institutions in Economic Theory: The Contribution of the New Institutional Economics*, University of Michigan Press. Hodgson, G. (2015), *Conceptualizing Capitalism: Institutions, Evolution, Future*, University of Chicago Press. Acemoglu, D. et J.A. Robinson (2012), *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, Crown Business. North, D.C. (1990), *Institutions, Institutional Design and Economic Performance*, Cambridge University Press.

⁸¹ Zuboff, S. (2019), *The Age of Surveillance Capitalism*, PublicAffairs / Profile Books. Smicek, N. (2017), *Platform Capitalism*, Polity.

⁸² See for example Hall, P.A. and Soskice D. (2001). *Varieties of Capitalism: The Institutional Foundations of Comparative Advantage*. Oxford University Press. Baccaro L. and Pontusson J. (2016). Rethinking comparative political economy, *Politics & Society*, 44(2), 175–207. Boyer, R. and Saillard, Y. (eds.) (2002), *Regulation Theory: The State of the Art*, Routledge.

- ⁸³ Bivens, J. et H. Shierholz (2018), *What labor market changes have generated inequality and wage suppression?*, Employment Policy Institute, <https://www.epi.org/files/pdf/148880.pdf>. Weil, D. (2017), *The Fissured Workplace*, Harvard University Press.
- ⁸⁴ Boushey, H. (2019), *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*, Harvard University Press.
- ⁸⁵ Iversen, T. et D. Soskice (2019), *Democracy and Prosperity: Reinventing Capitalism through a Turbulent Century*. Hay, C. et T. Payne (2015), *Civic Capitalism*, Polity. Streeck, W. (2017), *How Will Capitalism End?*, Verso.
- ⁸⁶ Consulter par exemple Richard R., R.R. Nelson et S.G. Winter (1982), *An Evolutionary Theory of Economic Change*, Harvard University Press. Metcalfe, J.S. (1994), « Evolutionary economics and technology policy », *The Economic Journal*, vol. 104, n° 425, pp. 931-944. Dopfer, K. et J. Potts (2007), *The General Theory of Economic Evolution*, Routledge. Hodgson, G.A. (1993), *Economics and Evolution: Bringing Life Back Into Economics*, Cambridge University Press.
- ⁸⁷ Freeman, C. (2008), *Systems of Innovation: Selected Essays in Evolutionary Economics*, Edward Elgar Publishing. Perez, C. (2003), *Technological Revolutions and Financial Capital*, Edward Elgar Publishing.
- ⁸⁸ Mazzucato, M. (2013), *The Entrepreneurial State: Debunking Public vs Private Myths*, Anthem Press.
- ⁸⁹ Consulter par exemple Beinhocker, E.D. (2006), *The Origin of Wealth: Evolution, Complexity, and the Radical Remaking of Economics*, Harvard Business Press. Arthur, W.B. (2015), *Complexity and the Economy*, Oxford University Press. Wilson, D.S. et A. Kirman (2016), *Complexity and Evolution: Toward a New Synthesis for Economics*, MIT Press. OCDE (2017), *Debate the Issues: Complexity and Policymaking*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, https://www.oecd.org/naec/complexity_and_policymaking.pdf.
- ⁹⁰ Hamill, L. et G.N. Gilbert (2016), *Agent-based Modelling in Economics*, John Wiley & Sons.
- ⁹¹ Wolf, M (2014), *The Shifts and the Shocks: How the Financial Crisis Has Changed Our Future*, Penguin.
- ⁹² Minsky, H.P. (1986), *Stabilizing an Unstable Economy*, Yale University Press. Minsky, H.P. (1992), « The financial instability hypothesis », *The Jerome Levy Economics Institute Working Paper*, n° 74, <http://www.levyinstitute.org/pubs/wp74.pdf>.
- ⁹³ Lazonick, W. (2014), « Profits without prosperity », *Harvard Business Review*, septembre 2014, <https://hbr.org/2014/09/profits-without-prosperity>. Kay J. (2012), *The Kay Review of UK Equity Markets and Long-Term Decision Making*, HM Government, http://www.ecgi.org/conferences/eu_actionplan2013/documents/kay_review_final_report.pdf. Nesvetailova, A. (2019), *Shadow Banking: Scope, Origins and Theories*, Routledge.
- ⁹⁴ Consulter par exemple Lavoie, M. (2014), *Post-Keynesian Economics: New Foundations*, Edward Elgar. King, J. (2003), *The Elgar Companion to Post-Keynesian Economics*, Edward Elgar.
- ⁹⁵ Summers L. (2016), « The age of secular stagnation: what it is and what to do about it », *Foreign Affairs*, vol. 95, n° 2.
- ⁹⁶ Blanchard, O (2019), « Public Debt and Low Interest Rates », *American Economic Review*, vol. 109, n° 4, pp. 1197-1229.
- ⁹⁷ Griffith-Jones S. et G. Cozzi (2016), « Investment-led growth: a solution to the European crisis », in Jacobs M. et M. Mazzucato (dir. Pub.), *Rethinking Capitalism: Economics and Policy for Sustainable and Inclusive Growth*, Wiley Blackwell.
- ⁹⁸ McLeay, M., A. Radia et R. Thomas, (2014), « Money creation in the modern economy », *Bank of England Quarterly Bulletin*, <https://www.bankofengland.co.uk/-/media/boe/files/quarterly-bulletin/2014/money-creation-in-the-modern-economy.pdf>.
- ⁹⁹ Consulter par exemple Wray, L.R. (2015), *Modern Money Theory: A Primer on Macroeconomics for Sovereign Monetary Systems*, Springer.

¹⁰⁰ Stiglitz, J. (2018), « Where modern macroeconomics went wrong », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 34, n° 1-2, pp. 70-106. Wren-Lewis, S. (2018), « Ending the microfoundations hegemony », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 34, n° 1-2, pp. 55-69.

¹⁰¹ Hendry, D. et J. Muellbauer (2018), « The future of macroeconomics: macro theory and models at the Bank of England », *Oxford Review of Economic Policy*, vol. 34, n° 1-2, pp. 287-328. Muellbauer, J. (2018), « The future of macroeconomics », *INET Oxford Working Paper n° 2018-10*, https://www.inet.ox.ac.uk/files/5-June-18-John-Muellbauer-The-Future-of-Macroeconomics_rev_Nov_10.pdf.

¹⁰² Voir par exemple Tietenberg, T et L. Lewis (2018), *Environmental and Natural Resource Economics*, Routledge, 11^e édition.

¹⁰³ Voir par exemple Georgescu-Roegen, N. (1971), *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press. Martinez-Alier, J. (1987), *Ecological Economics: Energy, Environment and Society*, Blackwell. Daly, H. et J. Farley (2003), *Ecological Economics: Principles and Applications*, Island Press. Spash, C.L. (dir. pub.) (2017), *Routledge Handbook of Ecological Economics*, Routledge.

¹⁰⁴ Steffen, W. et al. (2015), « Planetary boundaries: Guiding human development on a changing planet », *Science*, vol. 347, n° 6223, 1259855, <https://science.sciencemag.org/content/sci/347/6223/1259855.full.pdf>.

¹⁰⁵ Grubb, M (2014), *Planetary Economics: Energy, Climate Change and the Three Domains of Sustainable Development*, Routledge.

¹⁰⁶ Victor P. (2019), *Managing Without Growth: Slower by Design, Not Disaster*, Edward Elgar, 2^e édition. Jackson, T. (2018), *The post-growth challenge: secular stagnation, inequality and the limits to growth*, CUSP Working Paper, <https://timjackson.org.uk/the-post-growth-challenge/>. Hickel, J. et G. Kallis (2019), Is Green Growth Possible?, *New Political Economy*, pp. 1-18, <https://doi.org/10.1080/13563467.2019.1598964>. Institute for New Economic Thinking (2019), *Is Green Growth Possible: A Debate*, <https://www.ineteconomics.org/perspectives/collections/is-green-growth-possible-a-debate>.

¹⁰⁷ Voir par exemple Piketty, T. (2013), *Le Capital au XXI^e siècle*, Éditions du Seuil. Atkinson, A.B. (2015), *Inequality: What Can Be Done?*, Harvard University Press. Milanovic, B. (2018), *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*, Belknap Press. Piketty, T. et G. Zucman (2014), « Capital is back: wealth–income ratios in rich countries, 1700–2010 », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 129, n° 3, pp. 1255–310. Atkinson, A.B., T. Piketty et E. Saez (2011), « Top incomes in the long run of history », *Journal of Economic Literature*, vol. 49, n° 1, pp. 3-71. Stiglitz, J. (2012), *The Price of Inequality*, Penguin. Bowles, S. (2013), *The New Economics of Inequality and Redistribution*, Cambridge University Press.

¹⁰⁸ Rodrik, D. (2017), *Straight Talk on Trade: Ideas for a Sane World Economy*, Princeton University Press.

¹⁰⁹ Chang, H.-J. (2010), *Bad Samaritans: The Myth of Free Trade and the Secret History of Capitalism*, Bloomsbury.

¹¹⁰ OCDE (2018), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2018*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/g2q9ed68-fr>.

¹¹¹ Piketty, T. (2013), *Le Capital au XXI^e siècle*, Éditions du Seuil. Stiglitz, J. (2016), « Inequality and economic growth » dans Jacobs, M. et M. Mazzucato (dir. pub.), *Rethinking Capitalism: Economics and Policy for Sustainable and Inclusive Growth*, Wiley Blackwell. Standing, G (2016), *The Corruption of Capitalism: Why Rentiers Thrive and Work Does Not Pay*, Biteback.

¹¹² Farber, H.S. et al. (2018), *Unions and inequality over the twentieth century: new evidence from survey data*, NBER Working Paper, n° 24587, <https://www.nber.org/papers/w24587>. Bivens, J. et H. Shierholz (2018), *What labor market changes have generated inequality and wage suppression?*, Employment Policy Institute, <https://www.epi.org/files/pdf/148880.pdf>. Bahn, K. (2019), 'Skills gap' arguments overlook collective bargaining and low minimum wages, Washington Centre for Equitable Growth, <https://equitablegrowth.org/skills-gap-arguments-overlook-collective-bargaining-and-low-minimum-wages/>.

¹¹³ Stiglitz, J. (2012), *The Price of Inequality*, Penguin. Boushey, H. (2019), *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*, Harvard University Press. Wilkinson, R. et K. Pickett (2009), *The Spirit Level*, Allen Lane. Wilkinson, R. et K. Pickett (2018), *The Inner Level*, Penguin Books.

¹¹⁴ OCDE (2019), Écart salarial femmes-hommes (indicateur), <https://doi.org/10.1787/b64d7a8e-fr> (consulté le 5 juillet 2019). OCDE (2019), *Social Institutions and Gender Index (SIGI) Annual Report*, Éditions OCDE, https://www.oecd-ilibrary.org/development/sigi-2019-global-report_bc56d212-en.

¹¹⁵ Voir par exemple **Waring, M. (1988)**, *If Women Counted: A New Feminist Economics*, Harper & Row. Ferber, M.A. et J.A. Nelson (dir. Pub.) (1993), *Beyond Economic Man: Feminist Theory and Economics*, University of Chicago Press. Nelson, J.A. (1995), « Feminism and economics », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 9, n° 2, pp. 131-148. Power, M. (2004), « Social provisioning as a starting point for feminist economics », *Feminist Economics*, vol. 10, n° 3, pp. 3-19. Kuiper, E. et J. Sap (dir. pub.) (1995), *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*, Routledge.

¹¹⁶ OCDE (2008), « Chapitre 3 : Le prix des préjugés : la discrimination au travail fondée sur le sexe et l'appartenance ethnique » dans *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2008*, Éditions OCDE. Akee, R., M.R. Jones et S.R. Porter (2017), « Race matters: income shares, income inequality, and income mobility for all U.S. races », NBER Working Paper, n° 23733. Acemoglu, D. S. Johnson et J.A. Robinson (2001), « The colonial origins of comparative development: an empirical investigation », *American Economic Review*, vol. 91, n° 5, pp. 1369-1401. Collins, P.H. et S. Bilge (2016), *Intersectionality*, Wiley.

¹¹⁷ Folbre, N. (2008), *Valuing children: rethinking the economics of the family*, Harvard University Press. Folbre, N. et M. Bittman (2004), *Family Time: The Social Organization of Care*, Routledge. **Waring, M. (1988)**, *If Women Counted: A New Feminist Economics*, Harper & Row. Himmelweit, S. (2002), « Making visible the hidden economy: the case for gender-impact analysis of economic policy », *Feminist Economics*, vol. 8, n° 1, pp. 49-70.

¹¹⁸ Wight, J.B. (2015), *Ethics in Economics: An Introduction to Moral Frameworks*, Stanford University Press.

¹¹⁹ Nolt, J (2017), « Future generations in environmental ethics », dans Gardiner, S. et A. Thompson (dir. pub.), *The Oxford Handbook of Environmental Ethics*, Oxford University Press.

¹²⁰ Sandel, M.J. (2013), « Market reasoning as moral reasoning: why economists should re-engage with political philosophy », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 27, n° 4, pp. 121-40. Sandel, M.J. (2012), *What Money Can't Buy: The Moral Limits of Markets*, Farrar, Straus et Giroux. Bowles, S. (2016), *The Moral Economy*, Yale University Press. Komlos, J. (2019), *Foundations of Real-World Economics*, Routledge, 2^e édition.

¹²¹ Mazzucato M. (2016), « From market fixing to market-creating: a new framework for innovation policy », *Industry and Innovation*, vol. 23, n° 2, pp. 140-156. Kattel, R. et al. (2018), *The economics of change: policy appraisal for missions, market shaping and public purpose*, UCL Institute for Innovation and Public Purpose Working Paper, <https://www.ucl.ac.uk/bartlett/public-purpose/publications/2018/jul/economics-change-policy-and-appraisal-missions-market-shaping-and-public>.

¹²² Mearman, A., S. Berger et D. Guizzo (dir. pub.) (2019), *What is Heterodox Economics?*, Routledge. Coyle, D. (2007), *The Soulful Science: What Economists Really Do and Why it Matters*, Princeton University Press. Voir aussi les travaux rassemblés par l'Institute for New Economic Thinking, <https://www.ineteconomics.org/>.

¹²³ Zucman, G., D. Rodrik et S. Naidu (2019), Economics after neoliberalism, *Boston Review*, 15 février, <http://bostonreview.net/forum/suresh-naidu-dani-rodrik-gabriel-zucman-economics-after-neoliberalism>. Rodrik, D. (2015), *Economics Rules: The Rights and Wrongs of the Dismal Science*, W.W. Norton & Co.

¹²⁴ Beinhocker. E. et al. (2019), Forum response: economics after neoliberalism, *Boston Review*, 19 mars.

¹²⁵ Wilson, D.S. et A. Kirman (2016), *Complexity and Evolution: Toward a New Synthesis for Economics*, MIT Press.

¹²⁶ Voir par exemple les revues *New Political Economy* (<https://www.tandfonline.com/loi/cnpe20>) et la *Review of International Political Economy* (<https://www.tandfonline.com/loi/riip20>).

¹²⁷ Pour avoir une vue d'ensemble des idées avancées (en anglais), voir par exemple les sources suivantes : IPPR Commission on Economic Justice (2018), *Prosperity and Justice: A Plan for the New Economy*, Institute for Public Policy Research / Polity, www.ippr.org/research/publications/prosperity-and-justice ; Economics for Inclusive Prosperity, <https://econfip.org> ; Stiglitz, J. et al. (2019), *Rewriting the Rules of the European Economy*, Fondation européenne d'études progressistes, www.feps-europe.eu/attachments/publications/book_stiglitz-web-pp.pdf. Abernathy, N., D. Hamilton et J.M. Morgan (2019), *New Rules for the 21st Century: Corporate Power, Public Power, and the Future of the American Economy*, Roosevelt Institute.

¹²⁸ Tett, G. (2015), *The Silo Effect*, Little, Brown.

¹²⁹ Jacobs, M. (2018), « Only revolutionary new laws can stop Brexit harming the environment », *Guardian*, 3 avril, www.theguardian.com/commentisfree/2018/apr/03/brexit-harm-environment-michael-gove.

¹³⁰ OCDE (2017), *Investing in Climate, Investing in Growth*, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264273528-en>. Commission mondiale sur l'économie et le climat (2014), *Better Growth Better Climate: The New Climate Economy Report*, <https://newclimateeconomy.report/2014/misc/downloads/>. Commission des entreprises et du développement durable (2017), *Better Business, Better World*, http://report.businesscommission.org/uploads/BetterBiz-BetterWorld_170215_012417.pdf.

¹³¹ Coady, D. et al. (2019), « Global fossil fuel subsidies remain large: an update based on country-level estimates », *Document de travail du FMI* n° 19/89, www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/05/02/Global-Fossil-Fuel-Subsidies-Remain-Large-An-Update-Based-on-Country-Level-Estimates-46509.

¹³² Centre pour une transition juste de la CSI (2018), *Just Transition: A Business Guide*, Confédération syndicale internationale (CSI) / The B Team, www.ituc-csi.org/IMG/pdf/just_transition_-_a_business_guide.pdf. BIT (2018), *Transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous*, Note d'orientation d'ACTRAV, BIT, Bureau international du Travail, www.ilo.org/actrav/info/pubs/WCMS_647669/lang--fr/index.htm.

¹³³ Mazzucato, M. (2017), « Mission-oriented innovation policy: challenges and opportunities », UCL Institute for Innovation and Public Purpose, *Working Paper* 17-01, www.ucl.ac.uk/bartlett/publicpurpose/sites/public-purpose/files/moip-challengesand-opportunities-working-paper-2017-1.pdf. Mazzucato, M. (2018), *Mission-Oriented Research & Innovation in the EU: A Problem-solving Approach to Fuel Innovation-led Growth*, <https://publications.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/5b2811d1-16be-11e8-9253-01aa75ed71a1>.

¹³⁴ Democracy Collaborative (2014), *Policies for Community Wealth Building: Leveraging State and Local Resources*, <https://democracycollaborative.org/cwbpolicy>.

¹³⁵ Boone, L (2019), *Global growth is weakening: coordinating on fiscal and structural policies can revive euro area growth*, OECD Ecoscope. <https://oecdecoscope.blog/2019/03/06/global-growth-is-weakening-coordinating-on-fiscal-and-structural-policies-can-revive-euro-area-growth/>.

¹³⁶ Blanchard, O (2019), « Public debt and low interest rates », *American Economic Review*, Vol. 109, n° 4, pp. 1197-1229.

¹³⁷ Buiters, W. (2018), « The financial system ten years after the financial crisis: lessons learnt », Communication présentée lors d'une conférence NAEC de l'OCDE, www.oecd.org/naec/10-years-after-the-crisis/W_Buiters_NAEC_14_Sept_2018.pdf. Tucker, P. (2019), « Is the financial system sufficiently resilient: a research programme and policy agenda », *BIS Working Paper* n° 792, Banque des règlements internationaux (BRI), www.bis.org/publ/work792.pdf.

¹³⁸ Aikman, D. et al. (2018), « Would macroprudential regulation have prevented the last crisis? », *Staff Working Paper* n° 747, Banque d'Angleterre, www.bankofengland.co.uk/-/media/boe/files/working-paper/2018/would-macroprudential-regulation-have-prevented-the-last-crisis.pdf. Lysandrou, P. et A. Nesvetailova (2015), « The role of shadow banking entities in the financial crisis: a disaggregated view », *Review of International Political Economy*, Vol. 22, n° 2, pp. 257-279.

¹³⁹ Baker, A., G. Epstein et J. Montecino (2019), *The UK's finance curse? Costs and processes*, Sheffield Political Economy Research Institute, <https://speri.dept.shef.ac.uk/wp-content/uploads/2019/01/SPERI-The-UKs-Finance-Curse-Costs-and-Processes.pdf>.

¹⁴⁰ Voir par exemple Mian, A. (2019), « How to think about finance » in Naidu, S., D. Rodrik et G. Zucman (dir. pub.), *Economics for Inclusive Prosperity: An Introduction*, <https://econfip.org/wp-content/uploads/2019/02/Economics-for-Inclusive-Prosperity.pdf>. Stirling, A. and King, L. (2017) *Financing Investment: Reforming Finance Markets for the Long-Term*, IPPR. <https://www.ippr.org/publications/cej-financing-investment>. Admati, A. R. (2019), « Towards a better financial system », in Naidu, S., D. Rodrik et G. Zucman (dir. pub.), *Economics for Inclusive Prosperity: An Introduction*, <https://econfip.org/wp-content/uploads/2019/02/Economics-for-Inclusive-Prosperity.pdf>. Van Lerven, F. (2018), « The Bank of England and a 1.5°C Transition: Reshaping Finance », *New Economics Foundation Briefing Paper*, <https://neweconomics.org/uploads/files/reshaping-finance.pdf>. Burman, L. E. et al. (2015), *Financial transaction taxes in theory and practice*, Tax Policy Center, www.taxpolicycenter.org/publications/financial-transaction-taxes-theory-and-practice.

¹⁴¹ Lazonick, W. et M. O'Sullivan (2000), « Maximizing shareholder value: a new ideology for corporate governance », *Economy and Society*, Vol. 29, n° 1, pp. 13-35. Lawrence, M. (2017), *Corporate Governance Reform: Turning Business Towards Long-term Success*, Institute for Public Policy Research, www.ippr.org/files/2017-07/cej-cgr-dp-17-07-14.pdf.

¹⁴² Khan, L. M. (2016), « Amazon's antitrust paradox », *Yale Law Journal*, Vol. 126, n° 3, pp. 710-805. Lynn, B. C. (2017), « The consumer welfare standard in antitrust: outdated or a harbor in a sea of doubt? », Open Markets Institute, www.judiciary.senate.gov/imo/media/doc/12-13-17%20Lynn%20Testimony.pdf.

¹⁴³ Voir par exemple Zuboff, S. (2019), *The Age of Surveillance Capitalism*, Public Affairs / Profile Books. Lawrence, M. et L. Laybourn-Langton (2018), *The digital commonwealth: from private enclosure to collective benefit*, Institute for Public Policy Research, www.ippr.org/research/publications/the-digital-commonwealth. Feld, H. (2019), *The Case For The Digital Platform Act: Market Structure And Regulation Of Digital Platforms*, Roosevelt Institute / Public Knowledge, www.publicknowledge.org/assets/uploads/documents/Case_for_the_Digital_Platform_Act_Harold_Feld_2019.pdf.

¹⁴⁴ Voir par exemple Rodrik, D. (2019), « Towards a more inclusive globalization: an anti-social dumping scheme », in Naidu, S., D. Rodrik et G. Zucman (dir. pub.), *Economics for Inclusive Prosperity: An Introduction*, <https://econfip.org/wp-content/uploads/2019/02/Economics-for-Inclusive-Prosperity.pdf>.

¹⁴⁵ Voir par exemple Zucman, G. (2019), « Taxing multinational corporations in the 21st century », in Naidu, S., D. Rodrik et G. Zucman (dir. pub.), *Economics for Inclusive Prosperity: An Introduction*, <https://econfip.org/wp-content/uploads/2019/02/Economics-for-Inclusive-Prosperity.pdf>. Picciotto, S. (2012), « Towards unitary taxation of transnational corporations », Tax Justice Network, www.taxjustice.net/wp-content/uploads/2013/04/Towards-Unitary-Taxation-Picciotto-2012.pdf. OCDE (2015), *Relever les défis fiscaux posés par l'économie numérique, Action 1 - Rapport final 2015*, Projet OCDE/G20 sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, Éditions OCDE, <https://doi.org/10.1787/9789264252141-fr>.

¹⁴⁶ Boushey, H. (2019), *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*, Harvard University Press.

¹⁴⁷ Voir par exemple Gowan, P. et M. Lawrence (2019), *Democratic ownership funds: creating shared wealth and power*, Next System Project / Common Wealth, <https://common-wealth.co.uk/Democratic-ownership-funds-creating-shared-wealth-and-power.html>. Ryan-Collins, J., T. Lloyd et L. Macfarlane (2017), *Rethinking the Economics of Land and Housing*, Zed Books. Roberts, C et M. Lawrence (2018), *Our Common Wealth: A Citizens' Wealth Fund for the UK*, Institute for Public Policy Research, www.ippr.org/research/publications/our-common-wealth.

¹⁴⁸ Voir par exemple IPPR Commission on Economic Justice (2018), *Prosperity and Justice: A Plan for the New Economy*, Institute for Public Policy Research / Polity. Saez, E. et G. Zucman (2019), *How would a progressive wealth tax work? Evidence from the economic literature*, Université de Californie, Berkeley, <http://gabriel-zucman.eu/files/saez-zucman-wealthtaxobjections.pdf>.

¹⁴⁹ Voir par exemple Boushey, H. (2019), *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*, Harvard University Press. Naidu, S. (2019), « Worker collective action in the 21th Century labor market », in Naidu, S., D. Rodrik et G. Zucman (dir. pub.), *Economics for Inclusive Prosperity: An Introduction*, <https://econfip.org/wp-content/uploads/2019/02/Economics-for-Inclusive-Prosperity.pdf>. Dube, A. (2019), « Using wage boards to raise pay », in Naidu, S., D. Rodrik et G. Zucman (dir. pub.), *Economics for Inclusive Prosperity: An Introduction*, <https://econfip.org/wp-content/uploads/2019/02/Economics-for-Inclusive-Prosperity.pdf>.

¹⁵⁰ Voir par exemple Korinek, A. (2019), « Labor in the age of automation and artificial intelligence », in Naidu, S., D. Rodrik et G. Zucman (dir. pub.), *Economics for Inclusive Prosperity: An Introduction*, <https://econfp.org/wp-content/uploads/2019/02/Economics-for-Inclusive-Prosperity.pdf>.

¹⁵¹ Tcherneva, P. (2018), « The job guarantee: design, jobs and implementation », Levy Economics Institute, *Working Paper* n° 902, www.levyinstitute.org/pubs/wp_902.pdf.

¹⁵² Wilthagen, T. et F. Tros (2004), « The concept of 'flexicurity': a new approach to regulating employment and labour markets », *Transfer: European Review of Labour and Research*, Vol. 10, n° 2, pp. 166-186. Andersen, T.M. et M. Svarer (2007), « Flexicurity – labour market performance in Denmark », *CESifo Economic Studies*, Vol. 53, n° 3, pp. 389-429.

¹⁵³ Standing, G. (2017), *Basic Income: And How We Can Make it Happen*, Pelican. Van Parijs, P. et Y. Vanderborght (2017), *Basic Income: A Radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy*, Harvard University Press.

¹⁵⁴ Social Prosperity Network (2017), *Social prosperity for the future: A proposal for Universal Basic Services*, UCL Institute for Global Prosperity, www.ucl.ac.uk/bartlett/igp/sites/bartlett/files/universal_basic_services_-_the_institute_for_global_prosperity.pdf. Gough, I. (2019), « Universal basic services: a theoretical and moral framework », *The Political Quarterly*, juin, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/1467-923X.12706>.

¹⁵⁵ Voir par exemple Boushey, H. (2019), *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do About It*, Harvard University Press.

¹⁵⁶ See for example Coote, A. and Franklin, J. (eds.) (2013). *Time on our Side: Why We All Need a Shorter Working Week*. New Economics Foundation. <https://neweconomics.org/campaigns/shorter-working-week>.

¹⁵⁷ Hay, C., T. Hunt et J.A. McGregor (2019), *Exploring the paradoxes of inclusive growth: towards a developmental, multilateral and multidimensional approach*, Sheffield Political Economy Research Institute, <http://speri.dept.shef.ac.uk/wp-content/uploads/2019/07/Exploring-the-paradoxes-of-inclusive-growth-towards-a-developmental-multilateral-and-multidimensional-approach-2.pdf>.

¹⁵⁸ Voir par exemple Tam, H. (dir. pub.) (2019), *Whose Government Is It? The Renewal of State-Citizen Cooperation*, Bristol University Press. Smith, G. (2009), *Democratic Innovations: Designing Institutions for Citizen Participation*, Cambridge University Press. Fishkin, J.S. (2011), *When the People Speak: Deliberative Democracy and Public Consultation*, Oxford University Press. Voir aussi <https://citizensassembly.co.uk/>.

¹⁵⁹ Voir par exemple OCDE (2017), « Chapter 4: Towards an empowering state », in *New Approaches to Economic Challenges: Towards a New Narrative*, Éditions OCDE. Cottam, H. (2018), *Radical Help: How We Can Remake the Relationships Between Us and Revolutionise the Welfare State*, Virago.

¹⁶⁰ Snower, D. (2019). A new societal contract. *Economics*: 13 (2019-37), 1-13. <http://dx.doi.org/10.5018/economics-ejournal.ja.2019-37>. Mazzucato, M. (2013). *The Entrepreneurial State*. Anthem Press. Hay, C. and Payne, T. (2015), *Civic Capitalism*. Polity.